



SPARC

Soutenir le Pastoralisme et
l'Agriculture durant les Crises
Récurrentes et Prolongées

ISSN 2977-9669

Décembre 2025

RAPPORT DE SYNTHÈSE

LES TERRES ARIDES DE DEMAIN

Les voies vers la prospérité, la paix et la résilience

Samuel F. Derbyshire, Leigh Mayhew, Mahamadou Bassirou Tangara, Nancy Balfour et Emmanuel Seck



Citation : Derbyshire, S., Mayhew, L., Tangara, M. B., Balfour, N. et Seck, E. (2025) *Les terres arides de demain : les voies de la prospérité, de la paix et de la résilience*. Rapport de synthèse. Londres : SPARC Knowledge (<https://doi.org/10.61755/TYAP5192>).

Cet ouvrage est sous licence CC BY-NC-ND 4.0.

Les lecteurs sont encouragés à reproduire le contenu pour leurs propres publications, à condition que celles-ci ne soient pas commercialisées. SPARC Knowledge demande à être dûment mentionné et à recevoir une copie de la publication. Pour une utilisation en ligne, nous demandons aux lecteurs de créer un lien vers la référence DOI.

Les points de vue et opinions exprimés dans cette publication relèvent de la responsabilité des auteurs et ne doivent en aucun cas être attribués aux institutions auxquelles ils sont affiliés ou à SPARC Knowledge.

À propos de SPARC

Le changement climatique, les conflits armés, la fragilité de l'environnement et la faible gouvernance, ainsi que leur impact sur les moyens de subsistance fondés sur les ressources naturelles, sont parmi les principaux facteurs de crise et de pauvreté pour les communautés dans certains des pays du monde les plus vulnérables et les plus touchés par des conflits.

Le programme SPARC - Soutenir le pastoralisme et l'agriculture durant les crises récurrentes et prolongées) vise à produire des données probantes et à combler les lacunes en matière de connaissances afin de renforcer la résilience de millions de pasteurs, d'agropasteurs et d'agriculteurs au sein de ces communautés en Afrique subsaharienne et au Moyen-Orient.

Nous œuvrons à créer un impact durable en utilisant la recherche et des données fiables pour développer des connaissances susceptibles d'améliorer l'action du *Foreign, Commonwealth & Development Office* (FCDO) du Royaume-Uni, des bailleurs de fonds, des organisations non gouvernementales, des gouvernements locaux et nationaux et de la société civile dans le renforcement des capacités de ces communautés face au défi du changement climatique.

Remerciements

Ce rapport de synthèse est publié dans le cadre du programme SPARC (Soutenir le pastoralisme et l'agriculture durant les crises récurrentes et prolongées), soutenu par le *Foreign, Commonwealth & Development Office* (FCDO) du Royaume-Uni.

Nous tenons à remercier l'Observatoire Jameel pour l'action précoce en matière de sécurité alimentaire, dont le programme de recherche s'aligne étroitement sur les thèmes explorés dans le présent rapport (<https://jameelobservatory.org>). Nous remercions également l'ensemble des personnes qui ont révisé ce rapport de façon formelle ou informelle à ses différents stades de rédaction, pour leurs commentaires et suggestions détaillés. Nous sommes aussi reconnaissants à tous ceux qui ont participé aux nombreuses réunions et ateliers de SPARC et contribué à façonner son contenu, en apportant leurs idées et leurs points de vue. Nous remercions également les personnes qui ont pris la parole, assisté ou participé à la série de séminaires sur le pastoralisme et le développement des zones arides organisés par le BIEA à Nairobi (<https://jameelobservatory.org/padd/>), lors desquels bien des questions clés abordées dans le présent rapport ont été soulevées.

Nous tenons à remercier Peter Ballantyne, Peter Hailey et Sophie Bruas pour avoir habilement animé les discussions et favorisé un environnement d'apprentissage et d'échange ; Steve Wiggins et Simon Levine pour leurs précieux points de vue, suggestions et conseils ; sans oublier Emma Gogerty, Emily Workman et tous les autres membres de SPARC pour leur soutien constructif et leur collégialité. Nous sommes particulièrement reconnaissants à Guy Jobbins d'avoir dirigé un processus complexe et évolutif avec patience et transparence.

Enfin, nous remercions l'équipe de communication de SPARC et Julie Grady Thomas, ainsi que Green Ink pour la révision, la relecture et la mise en pages de ce rapport.

TABLE DES MATIÈRES

Encadrés, figures et tableaux	5
Sigles et acronymes	5
Résumé	6
Messages clés	7
Introduction	10
1. Prospérité	15
1.1 Progrès graduels, à petite échelle	17
1.2 Droits, reconnaissance et marginalisation	19
1.3 Croissance économique et prospérité collective	21
2. Paix	25
2.1 Conflits entre agriculteurs et éleveurs : au-delà de la rareté des ressources	26
2.2 Le rôle de l'analyse des conflits	29
2.3 Envisager la paix : pluralisme, gouvernance et sollicitude	31
3. Résilience	35
3.1 Échelles et systèmes	36
3.2 Chocs	40
3.3 Les marchés et la « génération résiliente »	44
4. Conclusions	47
Références	51

ENCADRÉS, FIGURES ET TABLEAUX

Encadré 1.	Les contributions économiques du pastoralisme en Afrique	16
Encadré 2.	FUDECO (Fulbe Development and Cultural Organisation)	20
Encadré 3.	Commercialisation du bétail : Mythes et données probantes	23
Encadré 4.	À quoi ressemble une programmation efficace sensible aux conflits ?	30
Encadré 5.	Œuvrer pour une paix positive	34
Encadré 6.	Politiques, cultures institutionnelles et dynamiques systémiques : Qu'est-ce qui détermine réellement l'efficacité de la réponse à la sécheresse ?	36
Encadré 7.	La désertification : Mythe ou menace ?	39
Encadré 8.	Comment l'Afrique peut-elle gérer les risques climatiques transfrontaliers auxquels elle est confrontée ?	43
Figure 1.	Prévalence du retard de croissance chez les enfants de moins de cinq ans dans les pays du Sahel et en Éthiopie	13
Figure 2.	Évolution de l'espérance de vie dans les pays du Sahel et en Éthiopie (1960-2016)	13
Figure 3.	Évolution de la prévalence de la population vivant en dessous du seuil international de pauvreté dans les pays du Sahel et en Éthiopie (1992-2015)	13
Figure 4.	Coûts des chaînes de commercialisation des ovins, Soudan, 2007	24
Figure 5.	Coûts de la chaîne de commercialisation des bovins de Nioro (Mali) à Abidjan (Côte d'Ivoire) en 2013	24
Figure 6.	Conflits liés aux systèmes alimentaires dans le cadre de dynamiques politico-économiques	27
Tableau 1.	Approches contrastées du développement : contrôle versus sollicitude	32

SIGLES ET ACRONYMES

UA	Union africaine
AUDA-NEPAD	Agence de développement de l'Union africaine – Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
FUDECO	Fulbe Development and Cultural Organisation (Organisation peule culturelle et de développement)
PIB	produit intérieur brut
IDDRSI	IGA Drought Disaster Resilience and Sustainability Initiative (Dispositif régional pour la résistance à la sécheresse et la viabilité de l'IGAD)
GIEC	Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat
ONG	organisation non gouvernementale
CER	communautés économiques régionales
SPARC	<i>Supporting Pastoralism and Agriculture in Recurrent and Protracted Crises</i> (Soutenir le pastoralisme et l'agriculture dans les crises récurrentes et prolongées)
RCTF	risque climatique transfrontalier

RÉSUMÉ

Ce rapport synthétise les résultats de six années de recherche de SPARC afin de faire le point sur les principaux défis et opportunités auxquels sont confrontés le pastoralisme et l'agriculture dans les zones arides aujourd'hui, et de réfléchir aux domaines dans lesquels l'investissement et le soutien futurs pourraient être les plus efficaces. Le rapport s'appuie sur des données provenant de plusieurs pays qu'il replace dans un corpus de recherche plus large et s'adresse à un large public dans les domaines de la politique, de la pratique et de la recherche. Il s'articule autour de trois sections thématiques, la paix, la prospérité et la résilience, qui ont chacune été choisies pour recadrer des discours communs. Plutôt que de se concentrer uniquement sur les conflits, la pauvreté et la vulnérabilité climatique, le rapport s'intéresse à ce qui fonctionne, à ce qui change et aux formes de soutien qui s'avèrent les plus pertinentes dans ces contextes en constante mutation.

En retraçant les trajectoires de changement à long terme dans les économies des zones arides, le rapport remet en question les représentations négatives persistantes qui assimilent ces régions à des zones stériles ou improductives. Ces discours continuent de dicter des investissements qui privilégient les « mégaprojets » transformationnels à grande échelle plutôt qu'un soutien plus efficace des systèmes de subsistance existants. En revanche, le rapport souligne comment le pastoralisme et l'agriculture familiale – des modes de subsistance souvent ignorés ou mal compris – permettent aux populations de prospérer dans des conditions instables. Il souligne l'intérêt de soutenir ces systèmes par des investissements graduels à petite échelle et par des progrès mesurés à l'aide d'indicateurs locaux pertinents, plutôt que par des mesures génériques imposées d'en haut.

La deuxième section, consacrée à la paix, mobilise des données transversales pour montrer que les conflits ne résultent pas d'une concurrence inévitable pour des ressources ou des identités figées, mais de dynamiques complexes, ancrées dans l'histoire et façonnées principalement par l'exclusion politique et la marginalisation. L'analyse soutient que la paix ne se conçoit généralement pas comme un état final singulier, mais plutôt comme un processus continu et bien enraciné de prise en compte des griefs locaux. Une consolidation de la paix efficace s'appuie sur les réalités sociopolitiques existantes et se construit à partir de la base, par des améliorations progressives qui reflètent les priorités des communautés touchées.

La dernière partie du rapport, axée sur la résilience, explore la manière dont les populations des zones arides réagissent au changement, non pas en tant qu'individus isolés, mais par le biais d'institutions collectives, de moyens de subsistance flexibles et de réseaux sociaux étendus. Elle souligne que la résilience procède de systèmes dynamiques et interconnectés de gestion des terres, de commerce, de soutien social et de partage des connaissances. Bien que ces systèmes soient ancrés localement, ils sont façonnés par des forces structurelles plus larges. À ce titre, le rapport souligne la nécessité d'agir à toutes les échelles, en reliant l'innovation locale à des environnements politiques nationaux et régionaux favorables, afin de s'attaquer aux obstacles fondamentaux à l'adaptation et au changement.

MESSAGES CLÉS

1. Dans les zones arides, la prospérité et la paix durables résultent généralement de changements progressifs, ancrés localement, et non d'une transformation à grande échelle

Les zones arides sont souvent perçues comme des terres marginales et improductives qui nécessitent une transformation à grande échelle. Ce discours, qui trouve ses racines dans des interprétations anciennes et erronées, continue néanmoins de façonner une multiplication de projets d'investissement de grande envergure. Il s'agit notamment de programmes d'irrigation commerciale, d'installations d'énergie renouvelable et d'initiatives d'extraction de ressources, tous conçus pour libérer le potentiel supposé de ces terres « stériles » et « vides ». Ces interventions méconnaissent les stratégies précises par lesquelles les populations gèrent déjà l'incertitude caractéristique de ces environnements à travers des moyens de subsistance dynamiques et adaptatifs. Ce ne sont généralement pas de grands programmes, mais des investissements itératifs à petite échelle dans ces moyens de subsistance quotidiens qui comptent le plus pour la prospérité future. Les meilleurs investissements s'inscrivent dans les logiques socio-écologiques des systèmes de zones arides et sont adaptés aux réalités complexes et changeantes des environnements fragiles et affectés par des conflits. Sans cet ancrage dans le vécu, le développement risque de devenir involontairement extractif, propice à l'exclusion et non durable.

De même, les conflits qui persistent dans ces régions sont mal compris lorsqu'on les réduit à de simples animosités inhérentes ou à des identités figées. Ils résultent de dynamiques complexes et évolutives, profondément influencées par les expériences vécues par les communautés locales. La paix ne devrait pas être imaginée comme un objectif lointain et grandiose, mais plutôt comme une série de petites améliorations plus tangibles de la vie quotidienne. La consolidation de la paix est rarement efficace si elle vise à imposer une solution unique ou à poursuivre des formes idéalisées de stabilité permanente. Au contraire, une consolidation de la paix efficace dans les zones arides aborde les griefs spécifiques auxquels les communautés sont confrontées, de manière inclusive et sensible au genre, dans le respect des connaissances locales et des réalités sociopolitiques. Elle cherche à réaliser des progrès graduels à petits pas, en mettant l'accent sur les besoins et les ambitions nuancés des personnes touchées par un conflit.

2. À quoi ressemble un véritable progrès et qui décide ?

La programmation du développement définit souvent les problèmes et mesure le succès en utilisant un langage générique et composite. Des phénomènes tels que la pauvreté, la vulnérabilité climatique et la nutrition, par exemple, sont généralement évalués à l'aide d'indicateurs standardisés conçus pour saisir les tendances dans diverses zones géographiques. Pourtant, bien souvent, ces mesures générales ne reflètent pas ce qui compte le plus pour les gens dans des lieux spécifiques.

Dans les régions arides, où les moyens de subsistance sont très flexibles et reposent sur l'interdépendance sociale pour faire face à l'imprévisibilité, les mesures génériques occultent souvent plus qu'elles ne révèlent. Au niveau local, le succès se définit rarement par la seule accumulation de revenus ou d'actifs, mais plutôt par les relations, la réciprocité et l'adaptabilité. Lorsque les efforts de développement privilégient les indicateurs standardisés au détriment de

ces expériences vécues, ils risquent de mal diagnostiquer les problèmes et de compromettre l'efficacité des réponses. Ce décalage persistera tant que les systèmes qui régissent l'aide et la redevabilité ne sauront pas apprécier ce que les populations locales définissent comme un progrès et à mieux y répondre.

Il convient de souligner que l'enracinement des progrès dans les réalités locales ne signifie pas pour autant qu'il faille limiter l'action au seul niveau local. Pour avoir un impact durable, il faut être guidé par le contexte local, mais penser et agir au-delà. L'investissement et le soutien seront plus efficaces lorsque les interventions s'attaquent à des problèmes définis localement à plusieurs niveaux, y compris les systèmes économiques, politiques et normatifs plus larges qui les structurent. De nombreux défis, tels que les conflits, les maladies et les risques climatiques, dépassent les frontières et nécessitent une action coordonnée et des politiques de soutien aux niveaux régional et national.

3. Les pratiques collectives sont la clé de la résilience et du développement dans les zones arides

Dans les zones arides, la prospérité, la paix et la résilience sont souvent davantage ancrées dans des dynamiques collectives plutôt qu'individuelles ou domestiques. Cette force collective s'exprime à travers les régimes fonciers communaux et diverses formes d'assistance sociale et de pratiques locales fondées sur le partage des responsabilités en cas de crise. La prise de décision est souvent délibérative et s'appuie sur des savoirs et des expériences variés, ce qui permet d'apporter des réponses adaptatives à l'évolution des besoins et des défis.

Les nouveaux investissements et programmes ont souvent une portée trop étroite, ciblant les ménages ou les individus, en particulier ceux qui sont identifiés comme les plus vulnérables. Cette approche risque de négliger les systèmes interconnectés qui soutiennent les communautés des zones arides, où l'accès aux ressources partagées, notamment l'eau et les pâturages, est géré par des institutions sociales locales. De même, les interventions techniques ciblent souvent des problèmes spécifiques (tels que les infrastructures hydrauliques), sans reconnaître les liens avec les dimensions sociales, économiques et écologiques plus vastes. Cette approche fragmentée risque de miner la résilience du collectif.

Des politiques efficaces s'appuient sur des formes collectives de prise de décision, de résolution de problèmes et de gestion des ressources. Plutôt que de se fonder uniquement sur des interventions au niveau de l'individu ou du ménage, ces dynamiques existantes devraient être renforcées par une meilleure reconnaissance et un meilleur soutien. De même, plutôt que de se concentrer sur des solutions techniques rapides, les politiques devraient encourager des solutions intégrées qui s'attaquent simultanément à de multiples défis interconnectés, en privilégiant les investissements à long terme qui renforcent la collaboration entre les différents types de gouvernance formelle et informelle.

4. La flexibilité des moyens de subsistance et les connaissances locales doivent être reconnues

Dans les zones arides, les moyens de subsistance ne sont ni statiques ni monolithiques. Ils sont évolutifs et s'adaptent constamment à des conditions environnementales, sociales et économiques en constante mutation. Les économies des zones arides sont le fruit d'interactions dynamiques entre le pastoralisme, l'agriculture, le commerce et d'autres pratiques de subsistance. Pourtant, les politiques s'appuient souvent sur des catégories rigides et des solutions universelles qui ne parviennent pas à reconnaître la flexibilité et l'interconnexion – une approche qui limite les possibilités d'innovation et de croissance. Les tentatives de stabilisation



ou de retour à une situation « normale » passent généralement à côté de l'essentiel. Les moyens de subsistance reposent non sur des routines fixes, mais sur la flexibilité et l'improvisation face à des changements constants. Soutenir les interactions entre les éleveurs, les agriculteurs, les marchands et autres, plutôt que de les traiter comme des secteurs distincts, peut renforcer les types de réseaux et de relations pratiques qui aident les gens à s'adapter. Nombre de ces réseaux sont façonnés ou gérés par des femmes et des groupes de femmes.

De même, les connaissances locales – souvent présentées comme des connaissances traditionnelles ou « autochtones » – ne sont pas une ressource statique, mais un processus vivant et adaptatif qui évolue en fonction des circonstances. Les connaissances locales sont constamment révisées par l'observation, l'expérience et la discussion, et elles aident les gens à négocier des conditions changeantes en temps réel. Plutôt que de les réduire à une « ressource » statique, les efforts de développement doivent appréhender ses connaissances comme un processus continu de recherche et d'adaptation.

5. Les discours négatifs ont un pouvoir durable

Les défis auxquels sont confrontées les zones arides aujourd'hui ne sont pas le résultat d'une vulnérabilité inhérente. Nombre d'entre eux sont le fruit d'une longue histoire de négligence politique, de marginalisation et de mauvaise représentation. Les héritages de ces histoires perdurent, non seulement dans les systèmes de gouvernance, mais aussi dans les discours dominants qui présentent les zones arides comme stériles, chaotiques et sans intérêt économique. Ces discours continuent d'influencer les choix politiques, les priorités d'investissement et les angles morts institutionnels.

Mais les zones arides ne sont pas vides ou intrinsèquement vulnérables ; elles sont mal desservies. Vues de l'intérieur, elles sont des lieux d'ingéniosité, de coopération et de résilience profonde. Pour favoriser un avenir meilleur, il faut revoir la façon dont on parle des zones arides et dont on les comprend. Il s'agit notamment de reconnaître la valeur des stratégies locales déjà en place et de veiller à ce que les investissements reflètent les réalités et les priorités de ceux qui y vivent. De nombreuses solutions locales existent pour relever les défis actuels et elles offrent des opportunités significatives à ceux qui sont prêts à investir et à apporter leur soutien dans les années à venir.

INTRODUCTION

Ce rapport synthétise les principaux enseignements de six années de recherche du Consortium pour soutenir le pastoralisme et l'agriculture durant les crises récurrentes et prolongées (SPARC). Il fait le point sur la situation actuelle et sur certaines des trajectoires de changement à long terme qui façonnent les économies des zones arides. En se concentrant sur les thèmes clés de SPARC que sont la paix, la prospérité et la résilience, il explore à la fois les défis et les facteurs qui permettent de progresser à ceux qui tentent de gagner leur vie dans les zones arides. Plutôt que d'offrir des conseils opérationnels, il vise à remettre en question les hypothèses dominantes et à proposer d'autres discours ancrés localement qui peuvent éclairer la réflexion stratégique. Ce faisant, il offre une image réaliste de ce qui fonctionne, ou pas, en exposant les implications pour les décideurs des secteurs privé et public – ceux qui élaborent les projets, les initiatives, les politiques et les investissements dans les années à venir.

Pour ce faire, il faut d'abord se demander quelles sont les idées qui ont guidé les politiques et les pratiques dans les zones arides jusqu'à présent. En effet, les idées sous-tendent des discours et des hypothèses qui s'enracinent au fur et à mesure qu'ils monopolisent l'interprétation des événements et des processus à long terme. Depuis l'époque coloniale, les régions arides et semi-arides – et les moyens de subsistance qu'elles soutiennent – ont été perçues à travers un prisme imaginaire reposant sur plusieurs principes clés : l'idée qu'elles abritent des cultures traditionnellement violentes et irrationnelles, forgées par la pénurie de ressources ; qu'il s'agit de zones à faible potentiel et improductives, où les moyens de subsistance (aussi bien l'agriculture que le pastoralisme) sont précaires ; que les modes de subsistance qui s'y pratiquent sont destructeurs pour l'environnement et résistants au changement ; et que leurs populations sont intrinsèquement vulnérables aux catastrophes qui entraînent des crises et des famines¹.

Bien que la recherche les ait discrédités, ces principes restent influents dans de nombreux contextes importants². Dans les années qui ont suivi l'indépendance des puissances coloniales, ils ont pris des formes plus nuancées et plus complexes³. Certaines des recherches les plus importantes axées sur les politiques concernant les zones arides ont cherché à souligner et à contrer leur héritage dans les perspectives dominantes sur la famine, l'écologie et le développement, en proposant d'autres analyses et des possibilités inédites⁴. Et pourtant, malgré ces recherches, un imaginaire néfaste persiste, qui présente les éleveurs et les petits exploitants comme des ennemis de la modernité et du développement. Cette perspective se manifeste dans des conceptions inutilement restrictives des moyens de subsistance et des savoirs des zones arides, des approches de la complexité qui la perçoivent comme un problème, et une tendance dominante à instituer de nouvelles formes de stabilité à la place de l'incertitude – autant de préjugés qui sont remis en question par les recherches de SPARC,

1 Michael Odhiambo (2014) explore les origines, la transformation et la persistance de cette argumentation et d'autres dans le contexte du développement national du Kenya et des discours politiques changeants qui le sous-tendent. De même, Simone Rettberg (2010) retrace la construction par l'Éthiopie du « retard pastoral » en termes culturels et économiques au cours de l'histoire, et son rôle instrumental pour justifier les interventions visant à transformer à grande échelle les paysages et les économies. Pour une vue d'ensemble de certaines des façons complexes dont diverses idées anciennes ont façonné les cadres et les réponses aux conflits entre agriculteurs et éleveurs en Afrique de l'Ouest, voir Shettima et Tar (2008).

2 Pour une discussion plus détaillée, voir Krätli et al. (2015).

3 Les années 1960, pour la plupart des pays africains.

4 Comme Sen (1981) et De Waal (2005) sur la famine, Ellis et Galvin (1994) sur le pastoralisme et l'écologie en Afrique (voir aussi Warren, 1995), et Scoones (2023) sur la planification et la pratique du développement.

comme nous l'expliquons tout au long de ce rapport. Dans beaucoup de milieux, on considère que les solutions aux nombreux problèmes que connaissent ces régions doivent venir de l'extérieur. Il peut s'agir de nouvelles technologies, de projets commerciaux à grande échelle ou de programmes visant à libérer un vaste potentiel inexploité – énergies renouvelables, exploitation minière ou extraction de ressources.

Ces dernières années, l'Afrique a connu une prolifération de ces « mégaprojets » (bien qu'ils fassent suite à une ribambelle d'interventions similaires), allant des barrages hydroélectriques aux parcs éoliens en passant par les programmes d'agriculture irriguée⁵. Malgré leur justification par rapport aux plans de développement nationaux, ces programmes ont eu, dans de nombreux cas, des conséquences néfastes pour les populations locales en termes de moyens de subsistance, de cohésion communautaire et de droits fonciers⁶. De fait, l'une des critiques les plus marquantes à leur égard a révélé leur impact négatif disproportionné sur les femmes (cf. Daley et Pallas, 2014). Au-delà de la sous-performance bien connue (et souvent critiquée) de ces projets, la question la plus urgente est de savoir ce qu'ils excluent et ce qu'ils supplantent, c'est-à-dire les versions de progrès graduels à petite échelle qui sont déjà en cours et qui ont le plus de sens pour ceux qui tentent de gagner leur vie dans les zones arides. Les données empiriques du programme SPARC soulignent qu'il est urgent de centrer ces processus de développement au niveau local, ainsi que les espoirs et les aspirations qui les animent, face aux nouveaux intérêts commerciaux à grande échelle.

De nombreuses études de cas de SPARC soulignent spécifiquement les questions critiques qui entourent actuellement l'accès à la terre et la sécurité foncière pour les éleveurs dans le contexte de ce regain d'enthousiasme pour les projets à grande échelle orientés vers l'augmentation du produit intérieur brut (PIB), qui présupposent une vision négative des moyens de subsistance existants dans les zones arides⁷. En remettant en cause l'idée que la productivité doit être instaurée par le biais d'une transformation radicale des modèles et pratiques existants, ce rapport souligne les contributions majeures que le bétail apporte déjà au PIB dans les zones arides : les moyens de subsistance des zones arides sont d'ores et déjà essentiels pour les économies nationales. En exposant les principaux enseignements tirés de diverses bases factuelles, nous affirmons que ce n'est qu'en investissant dans ces moyens de subsistance et en les soutenant selon leurs propres modalités que la prospérité pourra véritablement être atteinte.

Mais qu'est-ce que cela signifie ? Fondamentalement, et comme nous l'explorons dans la prochaine section, « Prospérité », cela signifie qu'il faut s'appuyer sur les approches en matière d'incertitude et de changement qui fonctionnent déjà au niveau local. Les zones arides sont réputées pour leur caractère imprévisible, marqué par des précipitations très faibles et très variables. Les systèmes de production pastorale tirent le meilleur parti de ces conditions en les exploitant et en travaillant avec elles⁸. Ils y parviennent grâce aux ingrédients fondamentaux que sont la mobilité, la gestion collective des ressources, la résolution stratégique des problèmes par le biais de divers réseaux et l'adaptation créative au fil des changements socioéconomiques et écologiques qui s'entrecroisent. En d'autres termes, ils embrassent l'incertitude⁹. Pour ouvrir de nouvelles opportunités dans les années à venir, ce rapport suggère qu'il est nécessaire

5 Cette nouvelle phase d'évolution radicale et monumentale a commencé, selon Müller-Mahn et al. (2021), au début des années 2000, et elle a pris de l'ampleur avec l'initiative chinoise « La Ceinture et la route ».

6 Voir, par exemple, Lind et Rogei (2025).

7 Un rapport récent de la Maasai International Solidarity Alliance (MISA, 2025) met également l'accent sur ces questions, en accordant une attention particulière au spectre des crédits carbone et aux processus d'aliénation des terres qui y sont associés.

8 Pour une description et une discussion plus complètes des données probantes, voir Krätli et al. (2015).

9 Pour une vue d'ensemble de ce principe et de ses implications, voir Scoones (2023).

d'abandonner purement et simplement les conceptions rigides et monolithiques des économies des zones arides fondées sur l'élevage. Le pastoralisme et l'agriculture familiale évoluent continuellement l'un par rapport à l'autre et en réponse à de nouveaux défis et opportunités. De nombreux exemples dans ce rapport attestent qu'ils ne constituent pas des unités d'activité délimitées et passives, mais plutôt des pratiques ouvertes dans le temps et l'espace, souvent liées par une coopération économique étroite qui, en fait, convergent fréquemment de manière mutuellement bénéfique au sein d'une seule et même famille.

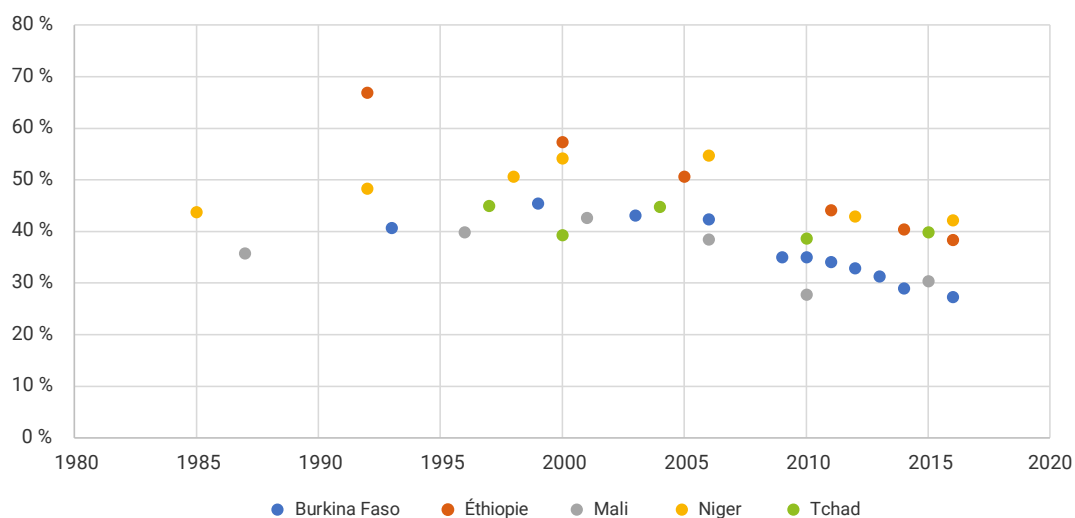
L'instauration de nouvelles formes de stabilité n'est donc pas la solution. C'est vrai pour les grands programmes et les investissements rigides, mais aussi pour les approches courantes de la gestion de la sécheresse, qui reposent souvent sur une volonté sous-jacente de revenir à une sorte d'état « normal ». En réalité, la sécheresse s'inscrit toujours de manière complexe dans un ensemble d'autres crises de formes et d'échelles variées, notamment les conflits et les héritages de la marginalisation historique. Les éleveurs gèrent les situations difficiles qui en découlent grâce à une prise de décision dynamique et en temps réel – une approche qui s'adapte au terrain environnant, aux risques et aux options en constante évolution sous leurs yeux – et non en s'appuyant sur des prédictions faites des semaines ou des mois à l'avance (même si celles-ci peuvent être utiles).

Comme nous l'expliquons dans la troisième section du rapport, intitulée « Résilience », les meilleures formes de soutien (que ce soit avant ou pendant une crise) prennent le contexte local au sérieux, en définissant et en mesurant le succès en termes spécifiques qui ont un sens au niveau local (et non pas uniquement sur la base de mesures génériques). Cependant, ces approches visent également des niveaux et des échelles d'action multiples, reconnaissant que de nombreux problèmes, bien que vécus et gérés au niveau local, nécessitent de nouvelles formes de collaboration, de plaidoyer et de financement au niveau national et international pour être traités efficacement.

En soulignant la valeur de ce type d'approche, et en plaidant pour une nouvelle compréhension et de nouveaux investissements dans les économies des zones arides de manière plus générale, ce rapport vise à dépasser les discours de crise et les représentations trop négatives de la vie dans ces zones – en partie parce qu'ils dressent un portrait manichéen peu utile opposant la réalité actuelle à ce qu'elle pourrait être, mais aussi parce que, sur le long terme, ces discours sur les zones arides ne résistent pas à un examen approfondi. De fait, de nombreux éléments témoignent de tendances positives dans de nombreux pays en ce qui concerne les taux de pauvreté, la sécurité alimentaire et la nutrition. Les figures 1 à 3, par exemple, de l'analyse de Levine (2022) sur la résilience au Sahel, reflètent les tendances à long terme de l'espérance de vie, de la pauvreté et de la prévalence des retards de croissance, qui remettent toutes en question des hypothèses que beaucoup pourraient défendre. Il existe également de nombreux exemples de processus pionniers et progressifs de croissance institutionnelle qui ont fait l'objet de recherches approfondies par SPARC. L'histoire de la gestion de la sécheresse au Kenya, depuis la réponse à la famine fondée sur des projets dans les années 1980 jusqu'aux autorités et institutions proactives chargées de surveiller les conditions et de diffuser des alertes aux départements concernés, en est un exemple (voir Derbyshire et al., 2024). L'idée que tout va de plus en plus mal est tout simplement fausse.

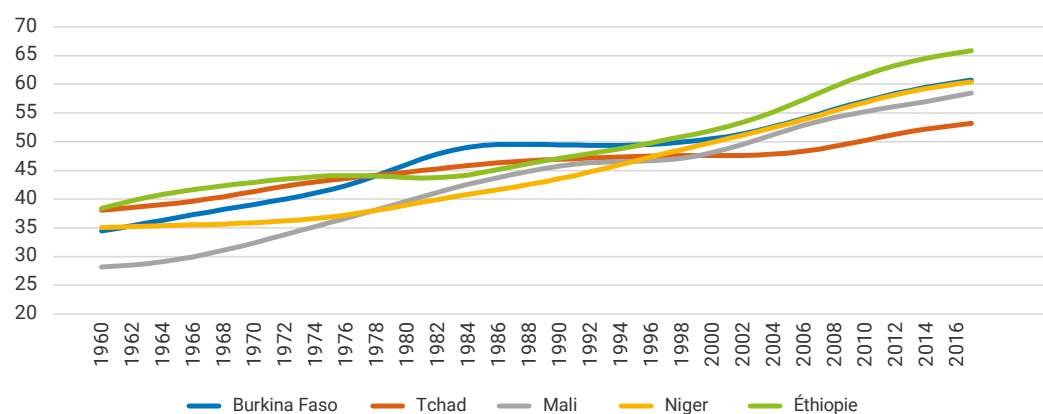
Cela ne veut pas dire pour autant que des problèmes difficiles et insolubles n'existent plus, mais plutôt que les solutions trop simples, claires ou homogènes s'avèrent inefficaces. Pour progresser, il faut accepter le désordre et la complexité et être réaliste quant à ce qui est possible dans chaque contexte d'action distinct. Les approches rigides et intransigeantes qui tendent vers des résultats définitifs et universels passent souvent à côté d'occasions en or d'obtenir des succès plus tangibles, même s'ils sont graduels.

FIGURE 1. PRÉVALENCE DU RETARD DE CROISSANCE CHEZ LES ENFANTS DE MOINS DE CINQ ANS DANS LES PAYS DU SAHEL ET EN ÉTHIOPIE



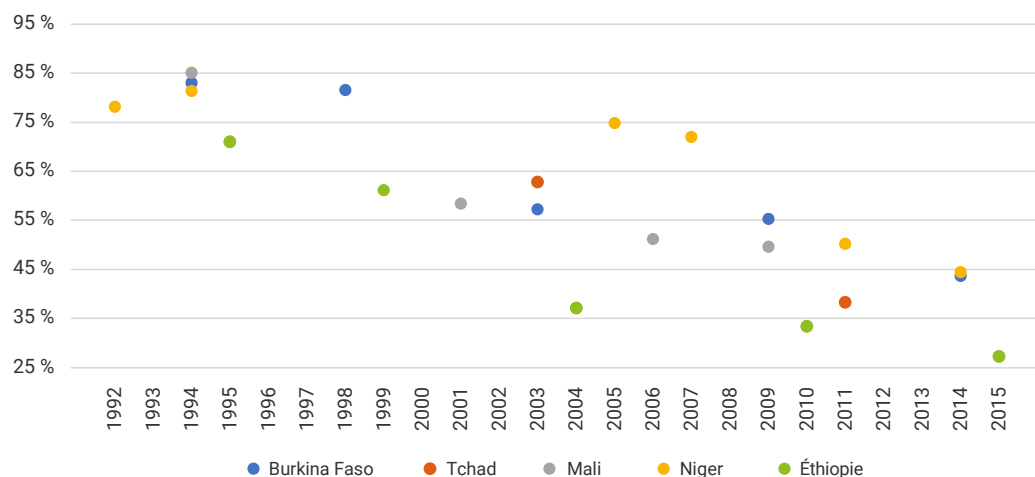
Source : Adapté de Levine (2022 : 11).

FIGURE 2. ÉVOLUTION DE L'ESPÉRANCE DE VIE DANS LES PAYS DU SAHEL ET EN ÉTHIOPIE (1960-2016)



Source : Adapté de Levine (2022 : 9).

FIGURE 3. ÉVOLUTION DE LA PRÉVALENCE DE LA POPULATION VIVANT EN DESSOUS DU SEUIL INTERNATIONAL DE PAUVRETÉ DANS LES PAYS DU SAHEL ET EN ÉTHIOPIE (1992-2015)



Source : Adapté de Levine (2022 : 9).

C'est particulièrement le cas dans les situations de conflit (y compris les diverses formes de conflit entre agriculteurs et éleveurs), que nous examinons dans la section 2 – « Paix ». Les données de SPARC soulignent que ces conflits ne se réduisent pas à des « moteurs » uniques, mais qu'ils prennent plutôt forme au sein de multiples dynamiques sociales, économiques, écologiques et politiques qui se chevauchent, et qui débordent souvent sur de nouveaux terrains et à d'autres échelles de manière imprévisible. Souvent, l'approche la plus efficace pour progresser vers la paix consiste à composer avec des conditions difficiles et imprévisibles (plutôt que de chercher à les éradiquer de manière simpliste) et à trouver des moyens d'améliorer progressivement la vie et les moyens de subsistance des populations. Ainsi, les conflits dans les zones arides, tout comme les crises nées de la sécheresse, sont des phénomènes sans causes ni réponses universelles. Pour les comprendre au mieux, il faut les replacer dans des processus d'exclusion et de marginalisation sociopolitiques à plus long terme. De même que les régions et les populations ne sont pas intrinsèquement vulnérables à la famine, elles ne sont pas non plus intrinsèquement sujettes aux conflits. Il s'agit dans les deux cas de défaillances systémiques.

La section suivante commence par un examen des fondements de la prospérité pour les éleveurs et les petits exploitants agricoles, en se demandant comment les populations se lancent dans chacun de ces moyens de subsistance dans les zones arides en quête de progrès économique dans un monde complexe et incertain, et quels sont les obstacles qu'elles rencontrent.

1. PROSPÉRITÉ

Quels sont les moteurs de la prospérité dans les zones arides ? À certains égards, les dynamiques écologiques et économiques imprévisibles bien connues de ces régions défient le modèle de croissance stable et graduelle si souvent associé à l'idée de prospérité, en particulier dans le monde du développement international. La taille des troupeaux fluctue continuellement en fonction de l'évolution des conditions. Les familles et les communautés évoluent de manière dynamique et ouverte, intégrant de nouvelles opportunités dans leurs moyens de subsistance à mesure qu'elles se présentent. Les ressources tendent à être détenues et gérées collectivement au moyen de réseaux et de relations étendus, fondés sur la confiance et l'obligation mutuelles. Ces caractéristiques conjuguées font qu'il est difficile de considérer que des engagements de croissance globaux, axés sur le PIB – un cadre commun d'objectifs politiques fixés par les gouvernements – suffisent à capturer les espoirs et les aspirations de ceux qui tentent de gagner leur vie dans les zones arides¹⁰.

Cela dit, il est souvent erroné de penser que les zones arides, et en particulier le pastoralisme, sont improductives, dans tous les sens du terme. Le pastoralisme représente déjà entre 10 et 44 pour cent du PIB des pays africains et profite à environ 1,3 milliard de personnes par le biais de la chaîne de valeur du bétail ([voir l'encadré 1](#)). Ce qui rend cela possible, même dans des contextes d'investissements extrêmement limités, ce n'est pas une manière normalisée de faire les choses, mais plutôt un ensemble diversifié d'approches pour composer avec des conditions volatiles et imprévisibles, et des formes collectives et relationnelles de prise de décision et de gestion des ressources, qui sont en phase avec des dynamiques contextuelles spécifiques.

Ainsi, les moteurs de prospérité dans les zones arides, qu'il s'agisse de la valeur économique du bétail ou des qualités non mesurées des vies individuelles et des sociétés, sont toujours spécifiques au contexte. Savoir comment les soutenir dans une zone ne signifie pas nécessairement que l'on saura le faire dans une autre. Les recherches de SPARC ont mis en évidence de nombreux cas, dans diverses zones d'étude, où les hypothèses sur ce qui est simplement bon (en tant qu'investissement ou forme de soutien) sont allées à l'encontre d'une appréciation de la dynamique des moyens de subsistance locaux, des modèles de comportement, des priorités et des ambitions, ce qui a donné lieu à des interventions mal avisées et contre-productives. Le présent rapport aborde certains de ces cas.

La prévalence de ces interventions fait sans doute partie intégrante de la lecture extrêmement négative qui continue de caractériser l'approche des zones arides (comme nous l'avons vu dans l'introduction) ainsi que des discours de crise qui ne cessent de s'immiscer dans la planification et la pratique de multiples manières complexes. Il existe de nombreuses mesures soigneusement élaborées de la pauvreté, par exemple¹¹, mais la réflexion demeure très limitée sur ce que nous entendons réellement par prospérité au-delà des facteurs purement économiques, et sur la manière dont nous mesurons le succès dans cette perspective, en

¹⁰ Comme le soulignent Henrietta Moore et al. (2023 : 2), tout en appelant à de nouvelles façons d'aborder et de mesurer la prospérité au XXI^e siècle au-delà des facteurs purement économiques, le PIB « mesure la valeur monétaire des biens et services qui sont produits et consommés au sein de l'économie, mais [...] ne tient pas compte des inégalités, de la dégradation de l'environnement, du travail domestique non rémunéré, des responsabilités de soins, de l'agriculture de subsistance ou des activités de bénévolat ».

¹¹ Comme la pauvreté relative, la pauvreté absolue, la mesure de la pauvreté multidimensionnelle, l'indice d'écart de pauvreté, etc.

tenant compte des conceptions locales de la durabilité environnementale, de la cohésion communautaire, de la sécurité et du bien-être, autant d'éléments que les recherches de SPARC soulignent comme préoccupations cruciales pour les diverses populations des zones arides à l'heure actuelle.

ENCADRÉ 1. LES CONTRIBUTIONS ÉCONOMIQUES DU PASTORALISME EN AFRIQUE

Dans le passé, le pastoralisme était considéré comme un moyen de subsistance relativement peu productif. Cette conception, bien qu'encore influente à de multiples égards, est aujourd'hui largement considérée comme une vision erronée du potentiel du pastoralisme. Dans toute l'Afrique, les éleveurs apportent déjà une contribution économique majeure. Qu'ils y parviennent avec un soutien et des investissements gouvernementaux minimaux et souvent en l'absence de services essentiels témoigne de leur immense ingéniosité et de leur persévérance.

En Afrique de l'Ouest, le pastoralisme représente environ 60 % de la viande et des produits laitiers consommés (CEA, 2017). Le secteur de l'élevage du Niger compte pour 13 % du PIB national et fait vivre plus de 17 % de la population (Banque mondiale, 2023). En Afrique de l'Est, il « fournit 90 % de la viande consommée [. . .] et contribue à hauteur de 19, 13 et 8 % du PIB en Éthiopie, au Kenya et en Ouganda, respectivement » (Nyariki et Amwata, 2019 : 1).

Le marché d'exportation de bétail du Soudan vers l'Arabie saoudite, bien qu'il semble informel et peu sophistiqué, vaut plus de 400 millions de dollars par an (Humphrey et al., 2021). Au Burkina Faso, le bétail est le troisième produit d'exportation après le coton et l'or. Il contribue à hauteur de 30 % aux recettes d'exportation, ce qui représente plus de 18 % du PIB. Le secteur de l'élevage emploie plus de 87 % des actifs et fournit 39 % des revenus monétaires des ménages ruraux (Sawadogo et al., 2024).

En Somalie, malgré une urbanisation rapide, le secteur de l'élevage emploie plus de la moitié de la main-d'œuvre nationale totale et contribue à hauteur de 40 % au PIB. Les ventes de bétail représentent entre 50 et 80 % du revenu des ménages les plus pauvres, et représentent 80 % des exportations de la Somalie (Banerjee et al., 2021).

Il est crucial d'apprécier l'ampleur de ces contributions remarquables et d'admettre l'importance vitale du pastoralisme dans les économies nationales et régionales. Toutefois, il est également essentiel de reconnaître les limites des mesures axées sur le PIB. Elles ne reflètent pas les nombreuses activités non marchandes qui contribuent à un sentiment plus large de prospérité dans les zones pastorales, et qui nécessitent des investissements et un soutien urgents. De nombreuses formes de travail non rémunéré et de gestion des ressources sont essentielles à la production pastorale. Les mesures axées sur le PIB sont également incapables de capturer bon nombre des éléments fondamentaux qui contribuent à une « vie agréable » – par exemple, un sentiment de cohésion communautaire et de « bien-être », une raison d'être, un sentiment d'appartenance à un lieu, à une histoire, etc. Ces facteurs sont cruciaux pour une véritable prospérité. Sans eux, les investissements risquent d'engendrer des formes de croissance économique qui ignorent ou sapent activement les intérêts, les préoccupations et les ambitions des populations pastorales.

Cela dit, les mesures générales existantes pour des sujets tels que la pauvreté et la sécurité alimentaire restent importantes et ne devraient pas être totalement écartées, en particulier parce que s'attaquer à des problèmes définis localement et spécifiques au contexte nécessite généralement une action à plusieurs échelles et différents niveaux (comme le démontre ce rapport à travers une variété d'exemples), et cette action doit s'appuyer sur un terrain d'entente et une orientation commune. Watkins et al. (2024) l'indiquent clairement dans leur rapport sur le financement de la lutte contre la pauvreté et la faim, dans lequel ils constatent que les objectifs « pas de pauvreté » et « zéro famine » (deux des Objectifs de développement durable des Nations Unies) ne seront probablement pas atteints¹². Ils notent que le financement global de la lutte contre la pauvreté et la faim dans le monde reste extrêmement limité, avec des subventions qui ne cessent de diminuer et une tendance croissante à fournir un soutien en dehors des systèmes gouvernementaux. Pour y remédier, ils préconisent d'augmenter les flux de financement officiel du développement au lieu de soutenir des projets. De même, dans leur analyse des solutions du secteur privé pour la sécurité alimentaire dans les contextes fragiles, Lemma et al. (2023) soulignent que les institutions de financement du développement sont actuellement confrontées à des incitations et des cadres réglementaires hétérogènes, ce qui se traduit par des investissements limités. Ils présentent une série de solutions potentielles pour mieux encourager les institutions de financement du développement dans les contextes fragiles en combinant des outils financiers flexibles, en favorisant la préparation à l'investissement local et en rationalisant les opérations pour réduire les obstacles et les coûts¹³.

Dans les deux cas, comme dans beaucoup d'autres, des termes généraux et universels et des langages politiques facilitent le plaidoyer à haut niveau. Cela est tout aussi crucial pour stimuler et soutenir la prospérité dans les contextes spécifiques des zones arides que les formes d'activisme ou d'investissement plus locales, dans la mesure où les opportunités et les défis locaux sont façonnés par les réseaux et les systèmes mondiaux qui couvrent le paysage économique et politique international. Le défi n'est pas de choisir entre des concepts hyper locaux de prospérité ou des mesures et des termes purement génériques, mais plutôt de veiller à ce que ces deux échelles de pensée et d'action s'influencent mutuellement de manière plus bénéfique. Il s'agit d'une tâche particulièrement importante à l'heure actuelle où, comme nous l'avons indiqué dans l'introduction, les projets d'infrastructure et d'énergie renouvelable à grande échelle se multiplient à un rythme effréné.

1.1 Progrès graduels, à petite échelle

L'idée de réorienter le soutien et l'investissement des programmes et projets commerciaux à grande échelle vers des entreprises familiales à plus petite échelle est mise en avant dans les travaux d'Ajl et al. (2023)¹⁴. Leur analyse des institutions financières internationales et des tendances politiques liées au climat et à l'environnement en Afrique du Nord souligne l'échec constant à reconnaître le rôle central de l'agriculture familiale à petite échelle, non seulement sur le plan de la production alimentaire, mais aussi du point de vue de la reproduction sociale,

12 La situation est sans doute encore plus critique à la lumière des récentes réductions des budgets d'aide à travers le monde.

13 Des recommandations complémentaires sont formulées par Cao et al. (2021) dans leur rapport sur les angles morts que sont les conflits dans le financement de l'adaptation au climat au Sahel et dans la Corne de l'Afrique, qui met l'accent sur l'intégration des considérations relatives au climat et aux conflits dans les stratégies d'adaptation, la promotion de l'appropriation locale et le renforcement de la coordination afin de mieux répondre aux défis uniques auxquels font face les environnements fragiles et touchés par les conflits. Le rapport souligne l'importance d'un langage politique commun et transversal pour faciliter une action internationale mieux coordonnée et plus ciblée afin de rompre les cycles négatifs.

14 Cette évolution doit se faire à tout le moins d'une manière sensible au genre, si ce n'est en y répondant, afin de ne pas ancrer des normes discriminatoires en matière de genre là où elles existent. Ni l'agriculture familiale ni les entreprises familiales, dont nous parlerons plus loin, ne sont des concepts simples et neutres.

de la cohésion communautaire et du bien-être. Ils soulignent que, largement du fait de leur préoccupation pour les politiques d'atténuation et d'adaptation, les institutions financières internationales n'ont jamais réussi à s'attaquer aux causes profondes de la pauvreté, qui sont d'ordre historique et politique. Partant d'une vision purement économique de la prospérité, les institutions financières internationales se sont concentrées sur la modernisation de l'agriculture dans les zones rurales, ce qui a conduit à la concentration des terres, au déplacement des petits exploitants et à la fragmentation des petites exploitations, autant de facteurs qui ont contribué à l'appauvrissement des communautés rurales plutôt qu'à un quelconque sentiment de prospérité.

Le rapport de Wiggins et al. (2023) sur « l'agriculture après les combats », qui étudie les dynamiques post-conflit dans six pays (Rwanda, Mozambique, Pérou, Cambodge, Sierra Leone et Ouganda), met également l'accent sur l'agriculture familiale en tant que principal moteur du relèvement et de la résilience. Malgré les pertes dévastatrices causées par les conflits qui ont pris fin dans les années 1990 et au début des années 2000, l'étude décrit comment l'agriculture s'est rapidement redressée avec le retour de la paix (à l'exception du nord de l'Ouganda), les niveaux de production d'avant le conflit ayant été retrouvés, puis dépassés. Ce rebond provient « autant, sinon plus, des cultures produites en grande partie par les petits exploitants que des cultures commerciales et d'exportation généralement issues des grandes exploitations ».

Les petites exploitations agricoles se distinguent par leur agilité et leur capacité de rebond face aux politiques publiques mises en place après un conflit. En effet, au Cambodge, au Mozambique, au Pérou et au Rwanda, l'agriculture familiale a été largement négligée lorsque la paix a été rétablie. Les gouvernements ont donné la priorité au maintien de la paix et ont souvent concentré leurs ressources sur les anciens combattants afin d'éviter qu'ils ne reprennent les armes. Les caisses publiques étant épuisées, peu de fonds étaient disponibles pour l'agriculture, et les bailleurs se sont focalisés sur les besoins humains immédiats, tels que l'aide aux réfugiés et la remise en état des écoles et des services de santé. Par ailleurs, il existait un parti pris idéologique clair à l'encontre des petits exploitants, les dirigeants et les experts techniques des années 1990, considérant que l'agriculture à grande échelle et à forte intensité de capital constituait le moteur le plus approprié de la croissance agricole.

Le rapport de Ghafoori et al. (2023) sur l'agriculture en Afghanistan soulève des points complémentaires qui soulignent que les investissements dans le stockage et la transformation des aliments après récolte (aussi limités soient-ils) ont eu tendance à se concentrer sur les entreprises du secteur privé proches des villes. S'appuyant sur des données issues de trois provinces afghanes (Laghman, Herat et Badakhshan), les auteurs mettent l'accent sur l'importance du stockage post-récolte dans les petites exploitations pour minimiser les pertes, et le potentiel d'investissements mieux ciblés sur ces exploitations pour réduire l'insécurité alimentaire et améliorer le pouvoir d'achat. Ici, comme dans tous les autres cas, la dynamique sociale liée au genre et à l'âge joue un rôle fondamental pour déterminer l'accès aux ressources et aux opportunités. Les femmes occupent une place essentielle dans la gestion post-récolte en Afghanistan, un fait qui n'était pas identifié dans les données disponibles avant l'étude de Ghafoori et al. En l'absence d'un tel travail, les politiques et les programmes qui ne tiennent pas compte de la dimension de genre risquent de renforcer les inégalités et notamment les disparités d'accès aux opportunités.

En cherchant à attirer l'attention sur des progrès plus graduels et à plus petite échelle dans les zones arides (et donc sur ce qui fonctionne déjà), nous devons toujours prendre soin d'examiner avec un regard critique les conditions dans lesquelles la richesse est créée et distribuée, ainsi que les mécanismes permettant de remédier aux inégalités dans son attribution.

1.2 Droits, reconnaissance et marginalisation

Le pastoralisme, tout comme l'agriculture familiale, est un moteur essentiel de la prospérité dans les zones arides. Cela vaut pour la valeur économique du bétail, mais aussi pour les liens sociaux qui se tissent autour des bovins, des chameaux et du petit bétail, et autour des paysages ouverts traversés et gérés dans le cadre d'institutions et d'arrangements coutumiers de longue date. Dans la plupart des cas, le lien entre le bétail et un sens plus large de la prospérité tient moins à sa valeur économique qu'à sa position centrale dans la structuration de dynamiques sociales, de systèmes de valeurs, de pratiques et d'interactions plus larges. Prendre en compte ces facettes plus larges de la prospérité pastorale, même de manière apparemment simple, devient plus difficile en raison de la marginalisation et de l'exclusion historiques. Même les réformes financières ostensiblement progressistes et le développement du marché, bien qu'ils soient bien intentionnés, peuvent ne pas atteindre les objectifs escomptés si des facteurs sociopolitiques et historiques plus larges ne sont pas pris en compte.

Opitz-Stapleton et al. (2024) en fournissent un exemple clé dans leur travail en collaboration avec la FUDECO (Fulbe Development and Cultural Organisation). Ils montrent comment la refonte du Naira et la numérisation associée des transactions bancaires au Nigeria ont entraîné des difficultés financières pour les implantations d'éleveurs et d'agro-éleveurs dans les États de Kaduna et de Taraba¹⁵. Cette situation résulte principalement d'une absence préexistante de comptes bancaires et d'accès aux technologies de l'information et de la communication, deux éléments qui découlent d'un historique d'exclusion¹⁶. Ces changements de politique récents ont donc rendu beaucoup plus difficile pour les populations de vendre du bétail et d'acheter des médicaments vétérinaires ou du fourrage supplémentaire, autrement dit, plus difficile de gagner leur vie et de gérer des conditions environnementales de plus en plus volatiles. Une nouvelle forme d'exclusion est apparue à la suite d'une réforme peut-être bien intentionnée, mais à courte vue.

Plus largement, ce travail a également examiné les questions liées à la sécurité foncière au Nigeria (Opitz-Stapleton et al., 2023). Dans un contexte d'exploitation minière artisanale illégale endémique et de spéculation foncière massive par les élites au niveau local, ainsi que de politiques favorisant l'agriculture intensive au détriment du pastoralisme au niveau fédéral, les complexités de la loi nigériane de 1979 sur l'utilisation des terres ont abouti à des ambiguïtés d'interprétation troublantes. Le système incohérent qui en résulte a créé un contexte de profonde insécurité foncière pour les éleveurs. Le travail de FUDECO sur l'éducation aux droits dans ce contexte est particulièrement crucial et encourageant, car de nombreux éleveurs et agro-éleveurs ne sont pas suffisamment informés de leurs droits d'accès ou de compensation ([voir l'encadré 2](#)).

Que signifie ce type d'insécurité foncière (qui n'est en aucun cas limitée aux éleveurs nigériens) pour les investissements majeurs dans les infrastructures ? De tels investissements ne sont évidemment pas à dénigrer de manière générale. En effet, Chelanga et al. (2023) présentent une étude de cas au nord du Kenya qui suggère que les récents investissements infrastructurels – en particulier dans les routes, les infrastructures de marché, les réseaux de télécommunications et les infrastructures financières numériques – ont exercé une forte influence sur les marchés locaux, et que des investissements supplémentaires renforceraient la compétitivité des échanges et réduiraient la transmission unidirectionnelle des prix. Cependant, de manière plus générale,

¹⁵ Un groupe d'établissements appelé Hayin Ade dans l'État de Kaduna, et un autre appelé Wuro Alhaji Idrisa Bappate dans l'État de Taraba.

¹⁶ Opitz-Stapleton (2024) note que l'une des principales conclusions de FUDECO dans ces deux régions était que de nombreux membres de la communauté n'avaient jamais été enregistrés auprès du gouvernement nigérian et ne disposaient donc d'aucune forme d'identification formelle. Il s'agit d'une forme d'exclusion liée à des dynamiques et des relations de pouvoir inégales entre l'État central et les périphéries qui ont empêché les éleveurs d'ouvrir des comptes bancaires.

ENCADRÉ 2. FUDECO (FULBE DEVELOPMENT AND CULTURAL ORGANISATION)

Créée en 2017 à la suite d'un massacre d'éleveurs peuls dans l'État de Taraba, au nord-est du Nigeria, FUDECO est une organisation non gouvernementale (ONG) humanitaire et de développement qui œuvre depuis huit ans à l'autonomisation des éleveurs dans tout le Nigeria.

Pour répondre aux multiples problèmes issus d'une histoire complexe de marginalisation sociopolitique, la FUDECO s'efforce de gérer les conflits, de promouvoir les droits à une citoyenneté égale et à la participation à la prise de décision, de faciliter la formation et l'éducation et de défendre les intérêts des éleveurs dans les forums nationaux et internationaux. En décembre 2024, elle a été récompensée par le Positive Livelihoods Award Centre des Nations Unies (UN POLAC) pour sa contribution à l'éducation des nomades et à la consolidation de la paix.

Journée du Pulaaku

Les célébrations de la Journée nationale du Pulaaku, organisées par la FUDECO, constituent une plateforme de dialogue et de réconciliation entre les communautés peules et les autres groupes ethniques. La Journée du Pulaaku, qui coïncide souvent avec la Journée internationale des peuples autochtones des Nations Unies, est l'occasion de célébrer les coutumes et l'héritage peuls et de défendre des valeurs ancestrales peules comme trajectoire vers la paix.

Réforme politique

En défendant les questions locales dans des contextes politiques clés, FUDECO a cherché à trouver des solutions aux conflits récurrents entre agriculteurs et éleveurs. En plaidant pour un ministère du Développement de l'élevage dans l'État de Yobe afin de remédier à l'insécurité foncière que connaissent les éleveurs, elle a réussi à déclencher des initiatives gouvernementales visant à pallier le manque de réserves de pâturages pour les éleveurs et l'empiètement des terres agricoles sur les zones auparavant utilisées par les troupeaux. Ses efforts ont abouti à la construction de réserves de pâturage à Nazari et Fika, dans le but de réduire les conflits liés aux ressources.

Éducation

La FUDECO considère l'éducation comme l'une des clés de la réduction des conflits. Elle s'est efforcée de faciliter l'inscription des enfants peuls dans les systèmes éducatifs. En promouvant l'éducation, elle a cherché à ouvrir une voie vers la réduction de la radicalisation des jeunes et la diminution de l'attrait pour les conflits violents. Ces efforts ont été reconnus et salués par les dirigeants locaux.

Recherches

En déployant des méthodes de recherche-action participative, la FUDECO a entrepris des recherches sur des questions cruciales, telles que les droits et la reconnaissance, le régime foncier, les conflits et l'impact du changement climatique sur les moyens de subsistance des éleveurs. Ces recherches variées ont visé à amplifier la voix des éleveurs, à identifier les lacunes politiques et à plaider pour le changement en collaboration avec les universités, les agences de développement et les organismes gouvernementaux. Elle a également tenté de comprendre les obstacles à l'éducation des jeunes Peuls et comment mieux intégrer les systèmes d'éducation formels et informels.



les recherches de SPARC ont décrit certains des risques évidents qui accompagnent ces avantages, notamment la concurrence accrue pour les ressources et les menaces croissantes de privatisation des terres. Cela a été observé au Kenya et en Tanzanie, où la fragmentation, la parcellisation et la privatisation sont combattues par des actions en justice et où les éleveurs ont contesté la propriété privée devant les tribunaux (voir Robinson et Flintan, 2022).

En fournissant des exemples de certaines des façons spécifiques dont un passé de marginalisation et d'exclusion continue d'influencer les processus de développement dans les zones arides, les recherches de SPARC soulignent que les améliorations promises par de meilleures routes et d'autres infrastructures doivent toujours être examinées avec un regard critique et considérées à l'aune des risques concomitants. Les types de changements qui accompagnent ces améliorations ne sont pas intrinsèquement bons ou mauvais. Le facteur décisif est toujours la mesure dans laquelle ils sont conçus, mis en œuvre et gérés en vue d'améliorer, outre les contributions au PIB, la multitude d'autres facteurs qui déterminent la prospérité des communautés concernées, notamment la sécurité foncière, les institutions et les valeurs coutumières.

1.3 Croissance économique et prospérité collective

Les marchés du bétail sont des moteurs essentiels de la croissance dans les zones arides, mais ils sont également façonnés par des risques complexes. Les recherches de SPARC mettent en évidence les possibilités d'amélioration des politiques dans les secteurs privé et public susceptibles de les renforcer. Au Soudan, par exemple, les épidémies de fièvre de la vallée du Rift ont souvent gravement perturbé les chaînes de commercialisation, ce qui a eu un impact négatif sur les exportations de bétail à l'Arabie saoudite. Au-delà de la guerre civile actuelle, les politiques qui soutiennent de nouvelles mesures de santé vétérinaire pour prévenir de nouvelles épidémies seront essentielles. Ici et ailleurs, de nouvelles formes d'assurance adaptées à la dynamique de l'élevage et aux types de défis auxquels les éleveurs sont confrontés peuvent également constituer des voies essentielles vers une amélioration de la prospérité économique (voir, par exemple, Chelang'a et al., 2015).

En s'attaquant à la question de savoir comment mieux gérer les chocs qui perturbent et déstabilisent les marchés, de nombreuses études de cas de SPARC ont mis en évidence une leçon essentielle : accorder plus d'attention et créer des politiques mieux adaptés aux formes de solidarité et de cohésion sociale qui sous-tendent les moyens de subsistance et les interactions sur le marché, y compris pendant les crises. Par exemple, Levine et al. (2021) tirent des enseignements clés d'un examen des conflits prolongés dans 11 contextes. Ils soulignent un point important, mais souvent négligé : les gens survivent généralement aux conflits grâce à leurs propres capacités et à leurs relations avec leur famille et les communautés plus larges. En ce sens, il est essentiel de donner la priorité aux choix des populations dans la programmation de l'aide. Les populations savent ce qui fonctionne et ce qui est nécessaire dans différents contextes, et l'argent liquide est généralement la meilleure option pour leur permettre d'y parvenir.

Mais ces dynamiques d'« économie morale » vont bien au-delà des situations de conflit et ont d'ailleurs été longuement explorées par des recherches antérieures portant sur les modes de fonctionnement des économies pastorales en diverses circonstances¹⁷. La commercialisation du bétail n'est pas seulement un phénomène économique ; elle est aussi profondément ancrée dans la cohésion sociale et la confiance qui soutiennent son fonctionnement. La plupart des marchés des zones arides sont fortement tributaires des relations interpersonnelles, des réseaux de confiance et du partage de connaissances, qui jouent collectivement un rôle essentiel dans la promotion de la prospérité communautaire au sens large. Le rapport de Sawadogo et al. (2024), qui examine la sécurité de la tenure collective dans les systèmes pastoraux au Burkina Faso, met l'accent sur ce point, ainsi que sur les façons plus générales dont les moyens de subsistance fondés sur l'élevage et reposant sur la tenure collective renforcent la résilience par le biais d'échanges ayant un profond ancrage social.

De même, l'enquête de Banerjee et al. (2022 : 6) sur le financement des échanges de bétail au Kenya, au Mali et en Somalie le souligne :

[L]a clé d'un commerce fructueux est une réponse rapide, informée et éclairée par l'expérience aux nombreuses fluctuations de l'offre de bétail dues à la saisonnalité, à la sécheresse, aux conflits, etc. Le capital social, plutôt que le [seul] capital financier, est essentiel à cet égard – les négociants ont besoin de contacts personnels de confiance sur le terrain.

Ici, comme dans de nombreux autres cas, les rôles fondamentaux des réseaux sociaux, de la confiance et du capital social s'avèrent étayer de vastes marchés d'exportation et sous-tendre les contributions économiques. Les relations personnelles établies entre les producteurs, les négociants et les acheteurs constituent les fondements d'échanges fondés sur la confiance, qui contribuent à atténuer les risques liés aux transactions dans le commerce du bétail, notamment la surévaluation des prix, les vols et l'insuffisance de l'offre. Les approches collectives et relationnelles du commerce favorisent la prospérité dans des contextes instables et incertains.

Les incitations économiques qui finissent par saper la collectivité et la solidarité sont donc mal venues et ne conduiront pas à un sentiment de prospérité tangible au niveau local dans les années à venir. Il s'agit notamment d'incitations à la privatisation et à la fragmentation des terres et des ressources, ainsi que de formes de commercialisation qui prônent l'exclusion dans le secteur de l'élevage, qui sapent les approches relationnelles de la commercialisation du bétail en favorisant soit les grands producteurs, soit les individus bien dotés en ressources. Au contraire, les incitations économiques devraient s'efforcer de soutenir l'action collective. Il peut s'agir de coopératives de commercialisation ou de services vétérinaires coopératifs, qui facilitent le partage des coûts pour la prévention des maladies et d'autres formes de soins vétérinaires. Il peut également s'agir de programmes d'épargne et de crédit communautaires, tels que ceux proposés dans le cadre du programme de filet de sécurité productif de l'Éthiopie.

Les conflits constituent un obstacle majeur à la réussite de la commercialisation du bétail et, plus généralement, à la prospérité dans les zones arides. Ils touchent de manière disproportionnée les communautés des zones arides et s'entrecroisent avec de nombreux autres défis qu'ils exacerbent. La section suivante démêle les principaux enseignements des recherches de SPARC afin d'identifier ce qui pourrait être fait différemment pour réaliser des progrès, depuis les cadres conceptuels jusqu'aux analyses et aux interventions.

¹⁷ L'idée de l'économie morale a gagné en popularité dans les années 1970 à la suite des travaux de James Scott (1971). Plus récemment, elle est devenue un concept essentiel dans les études sur le pastoralisme, influençant la compréhension du rôle joué par les institutions et les relations sociales dans les économies fondées sur l'élevage dans des contextes incertains (voir Mohamed, 2023 ; Scoones, 2023).

ENCADRÉ 3. LA COMMERCIALISATION DU BÉTAIL : MYTHES ET DONNÉES PROBANTES

Deux discours dominants influencent la perception de la commercialisation du bétail dans les zones arides d'Afrique : les marchands exploitent les éleveurs en pratiquant des prix déloyaux, et les chaînes de commercialisation sont inefficaces et obsolètes. Des recherches récentes menées au Mali, au Soudan, au Kenya et en Somalie, reposant sur des entretiens par téléphone mobile avec des marchands et sur des données secondaires, remettent en cause ces deux postulats.

Des négociants prédateurs ?

La croyance populaire veut que les marchands exercent un pouvoir de monopsonne : les éleveurs sont nombreux et dispersés, et ils n'ont pas accès aux prix des marchés finaux, tandis que les marchands sont peu nombreux et mieux informés. Cela devrait permettre aux marchands d'imposer leurs conditions. Toutefois, les faits révèlent un tableau plus nuancé.

Malgré des itinéraires d'approvisionnement longs et difficiles, qui s'étendent souvent sur plus de 1 000 kilomètres, à travers des routes défoncées, des postes de contrôle de police et même des frontières internationales où des pots-de-vin sont fréquemment exigés, les éleveurs parviennent tout de même à obtenir une part substantielle du prix final. Cela suggère que, bien qu'il existe des asymétries, la dynamique du pouvoir n'est pas aussi unilatérale qu'on la décrit souvent.

Des chaînes de commercialisation inefficaces ?

La commercialisation du bétail passe par plusieurs étapes : les petits marchands collectent les animaux auprès des éleveurs et les vendent sur les marchés locaux ; ces animaux sont ensuite regroupés par des négociants de taille moyenne et acheminés vers les marchés régionaux, puis urbains. Chaque maillon ajoute des coûts de transaction et la valeur ajoutée est peu visible.

Pourtant, le système fonctionne. Dans des conditions d'approvisionnement très variables, dictées par les précipitations et la disponibilité de fourrage, les négociants parviennent systématiquement à faire coïncider l'offre avec une demande relativement stable dans les centres urbains. Si la valeur ajoutée (comme l'engraissement à proximité des villes) est rare, c'est en raison de la faible demande des consommateurs pour des produits haut de gamme. La plupart des acheteurs veulent de la viande abordable, et les prix de la viande rouge sont jugulés par d'autres options bon marché, telles que le poulet et le poisson.

Les marges sont minces d'un bout à l'autre de la chaîne. Il ne s'agit pas d'une preuve d'inefficacité, mais de l'équilibre économique serré que les marchands et les éleveurs assurent. Leur succès repose non seulement sur leur connaissance du marché, mais aussi sur un capital social et une confiance solides.

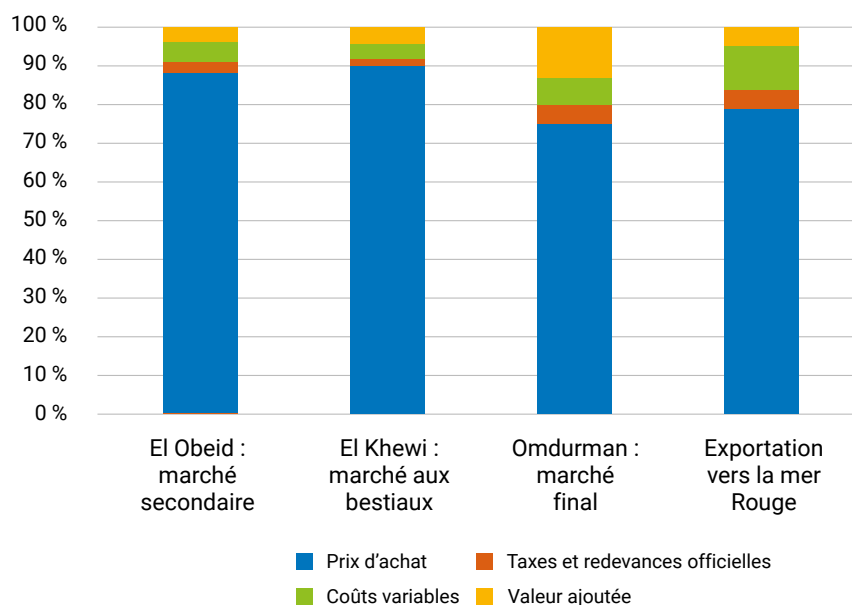
Les véritables défis face aux perceptions erronées

Lorsque la sécheresse frappe et que les animaux doivent être vendus rapidement, le système vacille : les marchés sont inondés, les prix s'effondrent et les éleveurs comme les marchands en pâtissent. Il s'agit dans les deux cas de contraintes structurelles et non de défaillances des acteurs du marché.

Malheureusement, les décideurs politiques comprennent souvent mal le système. Considérant les éleveurs et les marchands (qui souvent ne partagent ni la même ethnie ni la même langue) comme peu instruits et arriérés, ils imposent des réglementations mal avisées ou investissent dans des infrastructures inutiles, telles que des abattoirs éloignés. Pire encore, des fonctionnaires corrompus supposent que les marchands réalisent des profits importants et leur extorquent des pots-de-vin excessifs, ce qui ne fait qu'aggraver les problèmes.

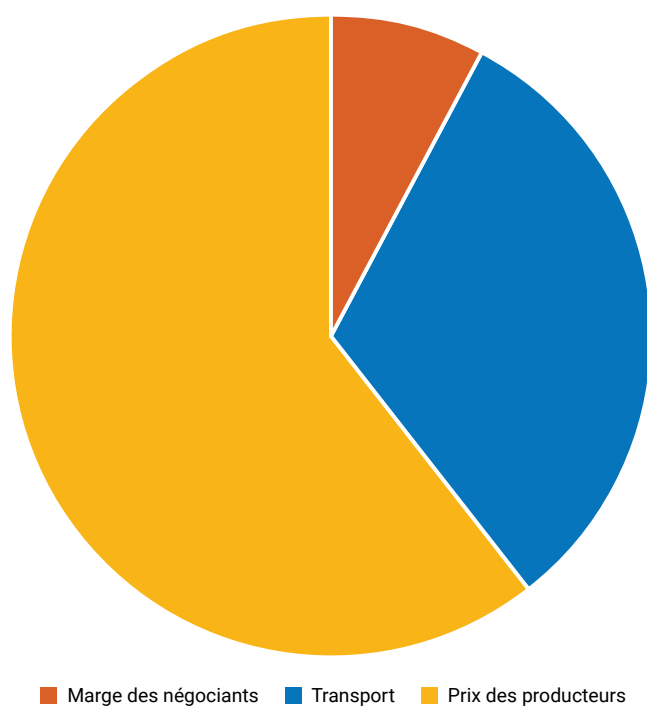
La commercialisation du bétail est adaptative, ancrée dans la société et résiliente face à la pression. Alors que les défis sont réels, des discours trompeurs obscurcissent les réponses politiques efficaces et risquent de faire plus de mal que de bien.

FIGURE 4. COÛTS DES CHAÎNES DE COMMERCIALISATION DES OVINS, SOUDAN, 2007



Source : Adapté d'Idris (2007).

FIGURE 5. COÛTS DE LA CHAÎNE DE COMMERCIALISATION DES BOVINS DE NIORO (MALI) À ABIDJAN (CÔTE D'IVOIRE) EN 2013



Source : Adapté de Santara et al. (2013).

2. PAIX

Les zones arides ne sont pas intrinsèquement prédisposées aux conflits. Les agriculteurs et les éleveurs ne sont pas non plus inéluctablement empêtrés dans des relations d'inimitié qui découleraient de leurs identités et de leurs inclinations¹⁸. Pourtant, nombre de ces lieux et de ces sociétés connaissent une insécurité persistante « et tiennent en échec les tentatives répétées de différents organismes pour construire la paix et assurer la sécurité » (Pavanello et Scott-Villiers, 2013 : 1)¹⁹. Pour répondre à la question du pourquoi et de ce qui pourrait être fait différemment pour s'attaquer plus efficacement aux dynamiques de conflit complexes et imprévisibles, les recherches menées dans le cadre du programme SPARC ont souligné les dangers d'un raisonnement unidimensionnel et linéaire. De fait, les discussions sur les « moteurs » des conflits (même celles qui explorent plusieurs moteurs) sous-entendent peut-être une linéarité irréaliste, qui limite la réflexion sur les meilleures solutions dans un contexte ou à un moment donné. Pour de nombreux programmes ou dispositifs axés sur la consolidation de la paix, le principe sous-jacent, souvent non formulé, est de parvenir à un état de stabilité durable (souvent considéré comme synonyme de paix). Les interventions aux objectifs aussi ambitieux attirent des ressources et l'attention, mais atteignent rarement leurs buts, en particulier dans les régions caractérisées par une grande mobilité et des dynamiques de moyens de subsistance flexibles et ouvertes. Elles reposent souvent sur un cadre analytique étroit qui limite la compréhension du problème et les possibilités d'intervention.

En réfléchissant à ce qui catalyse et facilite la paix, cette section ne rejette pas les explorations des causes des conflits (au contraire, nombre d'entre elles sont abordées en détail). Elle s'appuie plutôt sur des recherches qui offrent une forme d'analyse plus ancrée et pragmatique, centrée sur la complexité des conflits dans les zones arides à travers le temps et l'espace, et sur la réalité de leurs divers contributeurs, qui s'entrecroisent et se renforcent parfois mutuellement. Dans de telles situations, la paix ne se conçoit pas utilement comme un point final statique et simpliste à atteindre ou à retrouver. Il s'agit d'une aspiration pour laquelle on se bat de diverses manières. Pour certains, il s'agit d'une qualité de vie quotidienne qui s'inscrit dans une dynamique plus large d'hostilité et de violence. Pour d'autres, c'est l'objectif même de la lutte armée. Comme pour les conceptions superficielles et généralisées de la violence, une interprétation trop simpliste de la paix limite la capacité à travailler dans et avec des contextes socioéconomiques et politiques spécifiques.

Comme pour le développement des zones arides en général, les réponses ne résident pas dans la recherche de nouvelles formes de « contrôle », c'est-à-dire dans l'établissement de nouvelles formes de stabilité et l'affirmation de l'ordre en lieu et place de la volatilité (voir Scoones, 2023). Les résultats de telles interventions dans les situations de conflit seront au mieux fragiles et de courte durée, et au pire créeront de nouvelles vulnérabilités. Des solutions pourraient plutôt être trouvées en travaillant à plusieurs échelles et niveaux (du local à l'international) pour soutenir des visions plus graduelles et réalistes de la paix. Cela signifie qu'il faut être à l'écoute des griefs spécifiques, orienter les politiques et les investissements en conséquence, et s'efforcer de comprendre comment ces griefs sont façonnés par des facteurs sociopolitiques plus larges, différentes formes de gouvernance et des tendances à long terme (voir Krätli et Toulmin, 2020).

¹⁸ Ce point est clairement mis en évidence dans le rapport de Krätli et Toulmin (2020) sur les conflits entre agriculteurs et éleveurs. Selon eux, cette perspective occulte une longue histoire de coopération.

¹⁹ Ce point concerne spécifiquement les zones arides de la Grande Corne de l'Afrique, mais on retrouve des sentiments similaires dans de nombreux autres contextes de zones arides. Voir, par exemple, Cold-Ravnkilde et Jacobsen (2020) sur les conflits au Sahel.

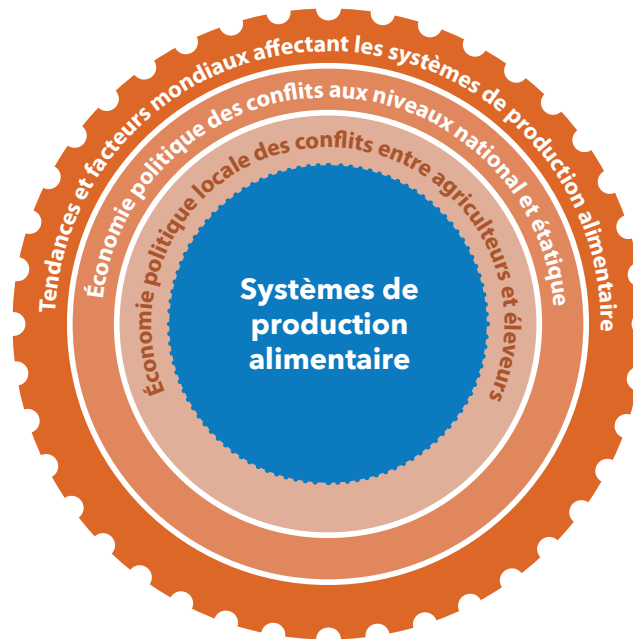
2.1 Conflits entre agriculteurs et éleveurs : au-delà de la rareté des ressources

L'analyse des conflits dans les zones arides s'est souvent concentrée, par le passé, sur les relations entre les différentes utilisations des ressources et la concurrence pour les ressources partagées. Les liens entre la rareté des ressources et les conflits entre agriculteurs et éleveurs – c'est-à-dire les conflits qui surgissent entre des groupes pratiquant différents modes de subsistance (agriculture et élevage) – ont été particulièrement mis en évidence. Plus récemment, une masse croissante de données probantes issues de plusieurs régions ont dénoncé le caractère simpliste d'un tel cadre et la priorité peu pertinente qu'il accorde aux facteurs environnementaux par rapport à d'autres dynamiques politiques et économiques. Dans de nombreux cas, les conflits autour des ressources partagées résultent d'un favoritisme politique ou de l'exploitation de griefs historiques. De même, les périodes de disette peuvent favoriser une coopération plus étroite entre les différentes communautés plutôt que des conflits, en particulier lorsqu'elles sont soutenues par des systèmes de gouvernance locale efficaces. Cela dit, il est important de noter que, dans de nombreux contextes, on comprend encore mal comment les femmes influencent ces formes de gouvernance et si leur rôle pourrait être mieux reconnu et soutenu. Quoi qu'il en soit, le cadrage systématique réalisé par Nassef et al. (2023) sur les causes des conflits entre agriculteurs et éleveurs a révélé que, bien que des références non critiques à la rareté des ressources apparaissent encore, on observe que les critiques de ce discours s'accroissent de plus en plus pour le dénoncer comme étant trop simpliste.

Nassef et al. (2023) attirent également l'attention sur le problème de l'imprécision dans les analyses qui s'attaquent à des facteurs multiples et imbriqués, et sur le problème des analyses générales peu claires qui décrivent les dynamiques sans fournir d'interprétation critique. En d'autres termes, l'analyse des conflits accorde souvent plus d'attention à ce qui se passe qu'à l'épineuse question du pourquoi. L'insécurité foncière, par exemple, est souvent évoquée comme un moteur de conflit à travers ses symptômes (p. ex. l'empiètement, la baisse de la productivité agricole, la perte d'accès), sans discussion détaillée des causes sous-jacentes de l'insécurité, qui sont politiques et historiques. Flintan et al. (2021) soulignent que les liens complexes entre le régime foncier et les conflits constituent une lacune majeure de la recherche. Pour combler cette lacune, plusieurs études de cas de SPARC apportent de nouvelles preuves.

Suliman et Karem (2023), par exemple, étudient la centralisation du pouvoir au Soudan sur plusieurs décennies et son rôle dans la facilitation d'acquisitions de terres à grande échelle. Ce processus mené par l'État a érodé le pouvoir des institutions coutumières qui régissent le régime foncier, ouvrant la voie à la mise en place de programmes agricoles commerciaux à grande échelle au détriment des petits exploitants et des éleveurs. Cette situation a contribué à exacerber les tensions entre les différents utilisateurs des ressources. Ba (2023), quant à lui, examine le rôle de la décentralisation au Mali, un processus visant à déléguer la prise de décision en matière de gestion des ressources aux contextes locaux, et à codifier des lois qui ne favorisent pas un utilisateur de ressources par rapport à un autre. Malgré ces objectifs affichés, ce processus est désormais largement perçu comme corrompu, favorisant des pratiques plus « productives » ou « modernes » au détriment d'approches plus souples menées par les communautés, y compris le pastoralisme. Il a entraîné une diminution de l'efficacité des autorités coutumières, même si celles-ci sont encore parfois privilégiées. Au Nigeria, la loi sur l'utilisation des terres de 1979, que nous avons examinée dans la section précédente, constituait une tentative de formalisation du droit coutumier en matière de foncier. Elle a été conçue pour simplifier une mosaïque de lois coutumières, afin de rendre la gouvernance moins complexe. En réalité, elle a conduit à un système source de tensions et opaque, avec

FIGURE 6. CONFLITS LIÉS AUX SYSTÈMES ALIMENTAIRES DANS LE CADRE DE DYNAMIQUES POLITICO-ÉCONOMIQUES



Source : Adapté de Flintan et al. (2023).

des interprétations diverses et une mise en œuvre incohérente. Ce système a fait l'objet de multiples abus et manipulations, en particulier dans un contexte où les populations pastorales ont peu accès à l'éducation sur leurs droits (Flintan et al., 2021).

Ici comme ailleurs, les changements dans l'utilisation des terres et les diverses formes d'insécurité foncière ne se produisent pas de manière isolée. Les systèmes de production alimentaire, et même les conflits entre les différents systèmes (tels que le pastoralisme et l'agriculture familiale), s'inscrivent toujours dans des facteurs plus larges qui les influencent et couvrent différentes échelles ([voir la figure 6](#)). Il est donc crucial d'analyser les systèmes de subsistance et les conflits sous l'angle de l'économie politique et d'intégrer explicitement dans les analyses des dynamiques locales, nationales et internationales, en identifiant leur interdépendance. Cela implique, entre autres, de prêter attention aux conditions structurelles, aux incitations, à l'évolution dans le temps des relations (sociales, politiques et économiques) ainsi qu'aux différents rôles et aux interactions des lois, institutions et règles formelles et informelles (voir Flintan et al., 2023).

Les études de cas susmentionnées au Soudan et au Mali illustrent clairement ce point. Au Soudan, des affrontements ont eu lieu pour l'accès aux couloirs de circulation du bétail (eux-mêmes mal conçus), ce qui a entraîné un manque de flexibilité dans les déplacements et des restrictions dans l'accès à des services, tels que les marchés. Ces affrontements doivent être replacés dans le contexte marqué par plusieurs autres tendances, notamment la centralisation du pouvoir (comme évoqué ci-dessus), le développement prioritaire de l'agriculture mécanisée à grande échelle, les restrictions de mouvement en raison du conflit national en cours, et les sentiments d'injustice et de biais en faveur des agriculteurs lorsque les litiges sont traités par l'État. Dans ce contexte, les liens entre les moyens de subsistance, l'appartenance ethnique et le soutien partisan du gouvernement ont entraîné une augmentation de la violence fondée sur l'identité et, avant l'éclatement de la guerre civile, ils ont transformé des conflits entre agriculteurs et éleveurs autrefois saisonniers en conflits se produisant tout au long de l'année.

Au Mali, le déclin du rôle de la gestion traditionnelle des ressources partagées a été largement induit par la décentralisation. Ces deux processus étroitement liés en sont venus à façonner – et à être façonnés par – les changements environnementaux et d'utilisation des sols (y compris à travers le soutien gouvernemental à l'agriculture « moderne »), dans une dynamique récursive. Dans un contexte plus large de détérioration de la sécurité, là où le compromis était autrefois recherché, une mentalité de « somme nulle » prévaut désormais entre les groupes dont les modes de subsistance diffèrent. Compte tenu des appartenances ethniques et religieuses fortes, les conflits ont, en apparence et à bien des égards, pris une dimension identitaire. Les acteurs politiques, y compris les groupes armés non étatiques, exploitent les différences identitaires pour exacerber la violence entre les différents utilisateurs des ressources.

De toute évidence, les liens simplistes entre le changement climatique, la rareté des ressources et l'augmentation des conflits ne constituent pas un cadre d'analyse adéquat. Cependant, de manière plus générale, il est également inexact de supposer que la violence entre agriculteurs et éleveurs en particulier constitue un moteur clé de l'aggravation des tendances (Nassef et al., 2023). Le récent examen par Krätli et Toulmin (2020) des données relatives aux rapports sur les conflits entre 1997 et 2017 montre que, malgré une augmentation générale du niveau de violence et des décès en Afrique de l'Est et de l'Ouest, la violence spécifiquement liée aux affrontements entre agriculteurs et éleveurs n'y contribue que faiblement. En outre, sur l'ensemble de la violence, la proportion associée aux éleveurs n'est pas anormalement élevée. « Bien qu'il existe des points chauds de conflit au niveau national et régional, où les différends non résolus s'enveniment, notent-ils, les relations pacifiques et la coopération se maintiennent dans des zones beaucoup plus vastes » (2020 : 7).

De même, le cadrage du conflit entre agriculteurs et éleveurs en termes binaires est lui-même contraignant d'un point de vue analytique. Les moyens de subsistance ne sont pas statiques. L'agriculture familiale et le pastoralisme se sont transformés de manière diverse et spécifique à travers les zones arides, au gré de divers processus à long terme de changement social, économique, environnemental et politique. Au cours de ces passés récents de transformation, non seulement les agriculteurs et les éleveurs ont régulièrement collaboré dans le cadre d'accords économiques mutuellement bénéfiques, mais ces relations se sont également souvent déroulées dans des contextes de profonde fluidité ethnique et économique. Le fait d'être « agriculteur » ou « éleveur » s'inscrit presque toujours dans un continuum mouvant, dicté par les fluctuations saisonnières. Le pastoralisme n'a jamais reposé sur une dépendance franche et exclusive à l'égard des animaux du troupeau, mais a plutôt été rendu possible par des réseaux plus larges et des relations d'échange qui facilitent la circulation de divers produits et ressources à travers différents systèmes alimentaires. Dans la plupart des contextes, l'époque actuelle ne fait pas exception.

Dans cette optique, le spectre du « néo-pastoralisme » dans des contextes tels que le Nigeria et le Soudan du Sud pose des questions difficiles (voir Ajala, 2020 ; Cottyn et Meester, 2021). L'accumulation de grands troupeaux à des fins économiques par des propriétaires non résidents s'écarte de l'approche collective de la gestion des ressources, ancrée localement, qui a caractérisé les systèmes pastoraux de ces régions tout au long de l'histoire. Le déploiement d'« éleveurs salariés qui portent des armes sophistiquées » fait obstacle aux types de coopération entre les modes de vie et les ethnies nécessaires à la paix (Nassef et al., 2023 : 26). Au Soudan du Sud, nombre de ces propriétaires non résidents ont acheté leurs troupeaux avec les ressources acquises pendant la guerre (Cottyn et Meester, 2021).

Quoi qu'il en soit, le point essentiel est que des termes tels que « conflit entre agriculteurs et éleveurs » supposent une homogénéité au sein de chacun des groupes concernés qui n'est pas

réaliste. Ces deux moyens de subsistance regroupent un ensemble complexe d'individus et de dynamiques sociales, influencés, entre autres, par des facteurs tels que l'âge, le genre, le niveau de richesse et les rôles générationnels (voir Flintan et al., 2021). Ces dynamiques sociales internes sont, dans de nombreux contextes, bien plus significatives que les dynamiques ou les cadrages intergroupes plus larges. Les travaux de Benjaminsen et Ba (2018) qui explorent les liens entre l'insurrection djihadiste au Mali et les groupes pastoraux en sont un exemple clé. Ils étudient comment les clivages sociaux entre l'élite pastorale et la non-élite (liés à l'accès à la terre et aux redevances foncières) ont encouragé les clans économiquement défavorisés à embrasser l'idéologie de certains groupes armés non étatiques, en particulier les idées d'émancipation intégrées dans un discours contre l'État et les élites.

Il importe de noter que l'élaboration de politiques relatives à ces types de dynamique ne peut généralement pas se fonder sur des approches génériques (c'est-à-dire reposant uniquement sur des catégories et des profils sommaires). L'examen de la radicalisation des jeunes au Sahel conduit par Mayhew et al. (2022) souligne ce point et la nécessité d'adapter les politiques liées aux conflits à chaque contexte géographique. En effet, les environnements propices à la radicalisation des jeunes résultent d'interactions spécifiques entre conditions économiques et dynamiques politiques au sein de cadres idéologiques et pratiques plus larges.

2.2 Le rôle de l'analyse des conflits

L'amélioration de l'analyse des conflits a des implications opérationnelles concrètes. En effet, Nassef et al. (2023) soulignent le rôle que des analyses restrictives peuvent jouer dans le diagnostic erroné des problèmes en pénalisant certains groupes de moyens de subsistance. Le thème réductionniste récurrent de la « mauvaise gestion pastorale » des ressources et des paysages en tant que moteur principal du conflit illustre bien comment les discours négatifs enracinés dans les rationalités et les approches coloniales continuent de modeler les politiques et les pratiques de manière significative. L'amélioration de la qualité et de la cohérence des analyses des conflits qui éclairent la programmation (comme le préconisent Cao et al., 2021) découlera d'une appréciation plus attentive de la manière dont les moyens de subsistance, la terre, la politique, le commerce et la criminalité s'influencent mutuellement dans des situations contraintes par l'héritage de ces préjugés néfastes. Il s'agit notamment d'idées reçues sur la fonction de la mobilité et ses risques et sur les valeurs qui déterminent la propriété du bétail et la gestion des ressources.

L'impact négatif d'une analyse superficielle des conflits est mis en évidence dans l'étude de Cao et al. (2021) sur les angles morts des conflits dans le financement de l'adaptation au climat. Ils citent de nombreux exemples dans plusieurs pays où des projets climatiques et environnementaux mis en œuvre sans une analyse rigoureuse et approfondie des conflits ont eu des conséquences négatives. Dans les zones arides, où l'accès aux ressources communales est fréquemment et largement menacé par de nouveaux intérêts commerciaux et des processus de privatisation, le risque d'une analyse limitée ou fragmentaire des conflits est particulièrement pressant. Étant donné le lien étroit entre conflits et climat, il est également troublant de constater qu'un si grand nombre de fonds multilatéraux pour le climat – et même de bailleurs de fonds bilatéraux – n'allouent généralement pas de fonds aux zones touchées par les conflits. C'est pourtant dans ces situations que ces fonds sont le plus nécessaires (Quevedo et Cao, 2022). Une solution serait d'élaborer de nouvelles stratégies de bailleurs qui mettent mieux en avant la dynamique des conflits.

Plus largement, une approche moins « décousue » promet un meilleur impact. En effet, l'étude menée par Opitz-Stapleton et al. (2023) sur des voies vers un développement résilient au climat dans les zones touchées par le conflit met en évidence l'utilisation réussie de mesures

d'inclusion sensibles au conflit dans les opérations de secours et de relèvement après une catastrophe au Pakistan. Il est essentiel que l'analyse de sensibilité aux conflits ne se limite pas à l'examen du risque de conflit pour un programme de développement. Elle devrait également comprendre une appréciation minutieuse des risques que de nouveaux programmes pourraient entraîner du fait de leur position dans la dynamique des conflits existants. Privilégier les analyses qui se concentrent uniquement sur les impacts possibles de l'escalade du conflit sur les investissements et le personnel, plutôt que de considérer les interventions comme des forces actives dans une situation complexe touchée par un conflit, constitue un obstacle à une programmation plus efficace (Cao et al., 2021).

Dans ce contexte, une question clé est de savoir si une meilleure compréhension de ce qui est possible dans les zones à haut risque – sans oublier davantage d'exemples de programmes réussis – augmenterait la propension à prendre des risques. Les données probantes issues du programme SPARC soulignent le potentiel d'un travail plus collaboratif dans les situations de conflit, à différents niveaux et secteurs, et la nécessité de surmonter la fâcheuse tendance à une planification et une pratique cloisonnées et décousues qui prévaut dans de nombreux contextes (voir Quevedo et al., 2023 ; Mohamed et al., 2025). Les études de cas qui démontrent

ENCADRÉ 4. À QUOI RESSEMBLE UNE PROGRAMMATION EFFICACE SENSIBLE AUX CONFLITS ?

Inondations au Pakistan

En juillet et août 2010, le Pakistan a été confronté à des inondations sans précédent, qui ont touché plus de 20 millions de personnes et entraîné des pénuries de ressources qui ont menacé de provoquer des violences. Cette raréfaction environnementale a entraîné des relations tendues entre les locataires et les propriétaires et amplifié les inégalités structurelles plus larges (voir Arai, 2012).

Pour reconstruire efficacement les vies et les moyens de subsistance au lendemain de ces inondations, il fallait mettre en avant les risques accrus de conflit et comprendre les dynamiques sous-jacentes essentielles qui alimentaient ces risques. Le plan d'intervention d'urgence y est parvenu de manière efficace, en établissant des partenariats entre les parties prenantes locales et internationales pour éviter le détournement de l'aide et en donnant la priorité aux secteurs les plus vulnérables de la population tout au long du processus (voir Opitz-Stapleton et al., 2023).

Tempête Daniel en Libye

En septembre 2023, la tempête Daniel a provoqué des inondations catastrophiques en Libye, et en particulier dans la ville de Derna, dans l'est du pays. Des milliers de personnes ont été tuées et des dizaines de milliers ont été déplacées. Dans le contexte du système politique fragmenté de la Libye (composé de gouvernements rivaux) et de profonds clivages politiques, cette crise menaçait de provoquer un conflit en raison de la politisation de l'aide, de l'inégalité d'accès au soutien et d'une méfiance exacerbée.

Les acteurs humanitaires, y compris les agences des Nations Unies, les ONG internationales et les acteurs locaux et nationaux, ont déployé une réponse sensible aux conflits. Ils ont veillé à dépasser les clivages politiques pour travailler de manière neutre et transparente, en évitant tout alignement politique manifeste. Parmi les stratégies les plus réussies de leur approche, on peut citer les évaluations participatives et la planification inclusive, ainsi qu'une stratégie de communication particulièrement attentive aux risques de conflit inhérents à la situation (Peaceful Change Initiative, 2023).

des approches réussies et adaptées au contexte détiennent peut-être la clé pour s'assurer que les zones considérées comme peu sûres ou sujettes aux conflits ne soient pas laissées pour compte.

Il est important de noter que le problème n'est pas toujours l'absence de bonnes analyses contextuelles. Levine et Pain (2024) soulignent qu'une mauvaise conception des programmes découle souvent d'une incapacité à adopter les analyses existantes et à les intégrer dans la prise de décision. Par ailleurs, Davies et al. (2024) soulignent la nécessité pour les programmes et les institutions de mieux reconnaître les rôles qu'ils jouent dans l'économie politique des conflits et de privilégier leur analyse systématique afin d'influencer à la fois la stratégie globale et la prise de décision au quotidien. Une question pertinente à se poser pour concrétiser ces objectifs est de savoir où se situent les obstacles dans chaque cas (c'est-à-dire s'ils résultent de contraintes de temps, d'un manque de ressources ou de dynamiques systémiques qui contribuent à restreindre les paramètres de travail).

2.3 Envisager la paix : pluralisme, gouvernance et sollicitude

À quoi devrait ressembler la paix dans les zones arides ? La question n'est pas aussi simple qu'il y paraît. Cela tient en partie au fait qu'il existe des formes de paix générique qui sont largement négatives au niveau communautaire, constituées de violence et d'oppression quotidiennes. Cependant, dans un sens beaucoup plus général, cela s'explique aussi par le fait que les façons d'imaginer la paix sont plurielles, tributaires du contexte et souvent contestées. En tant qu'idéal, la paix est façonnée par les passés, les valeurs et les expériences vécues²⁰. En cherchant à souligner ces points et à remettre en cause les formes de consolidation de la paix « descendantes » et dictées par les bailleurs de fonds qui conceptualisent la paix de façon univoque en termes totalisants, de nombreuses recherches menées au cours des deux dernières décennies ont plaidé en faveur de nouvelles approches qui se concentrent sur les perspectives et les aspirations locales (MacGinty et Firchow, 2014 ; Lemon, 2023). Ce « tournant local » continue de soulever des questions cruciales sur la manière dont la paix est recherchée et mesurée (Thurston, 2022 ; Krahmann et Podder, 2025).

Dans les zones arides, dépasser les conceptions ubiquitaires de la paix ne signifie pas accepter que la violence et les conflits soient endémiques. Il s'agit plutôt d'adopter une approche plus bienveillante (par opposition à une approche dominatrice), qui vise moins à atteindre un point final stable et prédéfini qu'à comprendre et à investir dans des processus, des institutions et des pratiques qui ont un sens pour les personnes touchées par un conflit (cf. Scoones, 2023 ; voir le tableau 1). Bien entendu, comme nous le soulignons à maintes reprises dans ce rapport, cela ne devrait jamais signifier que tous les efforts doivent se concentrer uniquement sur les contextes locaux en négligeant les dynamiques systémiques plus larges. Au contraire, les problèmes définis et mesurés au niveau local, de la manière la plus pertinente pour ceux qui y sont confrontés, doivent être traités à de multiples niveaux, y compris, si nécessaire, par le biais de politiques et de lois nationales, et par des relations qui configurent la coordination régionale.

Un aspect essentiel, souvent souligné dans les analyses des conflits et de la consolidation de la paix dans les zones arides, est que diverses institutions coutumières anciennes et dotées

20 Le travail influent de Johan Galtung (i.e. 1969) sur la paix et les conflits reste une source essentielle d'idées et d'exemples pertinents pour les programmes dans les zones arides. Ses concepts de paix « négative » et « positive » sont particulièrement pertinents, la paix négative renvoyant simplement à l'absence de conflit, alors que la paix positive passe avant tout par la présence de justice sociale et d'égalité, voire par l'élimination des formes de violence structurelle. Son principe fondamental selon lequel le mot « paix » est utilisé de manière trop vague et non spécifique reste applicable (cf. Krahmann et Podder, 2025).

TABEAU 1. APPROCHES CONTRASTÉES DU DÉVELOPPEMENT : CONTRÔLE VERSUS SOLLICITUDE

Contrôle	Sollicitude
Risque prévisible, stable, statique, temps linéaire	Temporalités incertaines, non linéaires, complexes, mobiles et variées
Développement technocratique, singulier, moderniste	Voies de développement multiples et différenciées
Schémas directeurs descendants	Approches ouvertes, flexibles, adaptatives, délibératives, participatives
Expertise disciplinaire étroite	Savoirs formels et informels divers et multiples
Relations sociales individualisées, privatisées	Relations sociales collectives, en réseau et collaboratives
Interventions essentiellement techniques	Processus d'innovation sociale, culturelle et sociotechnique
L'homme et la nature sont distincts ; indépendants des contextes	Relations imbriquées entre l'homme et la nature, intégrées dans le contexte ; émotions et relations affectives
Fermeture sur des approches standardisées et présomptueuses	Humilité, ouverture aux possibles, espoir, convivialité

Source : Adapté de Scoones (2023).

d'un ancrage social et culturel, jouent un rôle vital et doivent être mieux prises en compte. Les recherches de SPARC ont exploré nombre de ces institutions pour tenter de comprendre l'évolution de leur rôle dans différentes formes de conflit. Un thème que l'on retrouve dans bien des études de cas et contextes est la manière dont les communautés composent avec des systèmes juridiques confus et complexes dans lesquels différentes lois et différents systèmes de gouvernance sont imbriqués (à savoir, ceux qui découlent du pouvoir formel de l'État et ceux qui découlent des cadres coutumiers préexistants). Par exemple, Opitz-Stapleton et al. (2022) notent que la médiation dans les conflits violents en Somalie se fait en conjuguant le Xeer et la charia, une grande partie des personnes interrogées affichant un niveau de confiance élevé envers cette approche.

Cette navigation adaptative entre différents systèmes suppose une certaine fluidité en termes de limites de compétence, de propriété et de pouvoir de décision. En fin de compte, elle se déroule dans des formes de pluralisme juridique guidées par des précédents, dont la validité est acceptée collectivement en tant que de besoin, ou au contraire contestée. Des difficultés apparaissent lorsque les efforts de reconnaissance de la gouvernance coutumière engendrent des processus de formalisation qui réifient des systèmes qui n'étaient pas si rigides auparavant. Dans la section suivante, nous examinons les implications de ce processus délicat du point de vue de la sécurité foncière. Si l'insécurité foncière conduit clairement à d'autres formes d'insécurité, les efforts de formalisation des systèmes juridiques locaux peuvent également les transformer en structures qui fonctionnent selon de nouvelles manières négatives, en ouvrant la voie à de nouvelles formes de corruption et de criminalité et en fragilisant les fonctions qu'elles remplissaient auparavant (Nassef et al., 2024). Ainsi, bien que la reconnaissance et la sécurisation du régime foncier des éleveurs soient d'une importance cruciale pour la paix future, la question de savoir comment y parvenir reste complexe et propre



au contexte. Dans la plupart des cas, les meilleures approches reconnaissent et exploitent cette complexité, au lieu de l'ignorer ou de la considérer comme un problème.

Le défi qui consiste à composer avec différentes formes de gouvernance est également un thème clé dans le cas du développement des infrastructures hydrauliques dans le nord du Kenya et le sud de l'Éthiopie. Là, les recherches de SPARC démontrent qu'un manque de reconnaissance des formes existantes de gouvernance de l'eau (le système Borana Deeda) de la part de ceux qui établissent les nouvelles infrastructures a conduit à des situations dans lesquelles ces systèmes coutumiers ont été sapés, ce qui a entraîné de nouvelles formes de conflits autour des ressources (Wachira et al., à paraître). Ici, comme dans de nombreux autres contextes mis en évidence par les recherches de SPARC, des problèmes complexes et interconnectés, traités au moyen d'interventions simples et génériques, ont été exacerbés ou transformés en nouvelles problématiques.

L'un des principaux enseignements en matière de consolidation de la paix est que la rareté des ressources peut conduire à une collaboration intensive autant qu'à des conflits. Les approches fondées sur une vision de « paix positive » (c'est-à-dire celles qui ne visent pas simplement à créer une absence de conflit, mais cherchent à soutenir et à établir la cohésion et la justice sociale) s'efforcent de comprendre où se trouvent ces formes de collaboration, quelles règles et quelles valeurs les structurent et comment elles peuvent être soutenues (Galtung, 1969 ; voir l'encadré 5). Le défi consiste à élaborer des stratégies de consolidation de la paix fondées sur le compromis, qui s'articulent avec les valeurs, les institutions et les normes locales sans chercher à les reformuler selon des idées préconçues inflexibles. Comme nous l'avons noté plus haut, reconnaître l'importance cruciale des formes existantes de gouvernance coutumière ne devrait jamais signifier que tous les problèmes se réduisent à soutenir ou améliorer ces types de gouvernance. C'est particulièrement le cas dans les contextes de conflits interethniques et transfrontaliers (voir Opitz-Stapleton, 2023), où pour consolider la

ENCADRÉ 5. ŒUVRER POUR UNE PAIX POSITIVE

Il existe maintes initiatives de consolidation de la paix positive en Afrique de l'Est et de l'Ouest. Elles visent à ériger de nouvelles formes de dialogue, de confiance et de cohésion dans des situations touchées par un conflit. Ces initiatives se déploient généralement à petite échelle et répondent à des dynamiques contextuelles spécifiques.

Les travaux de FUDECO au Nigeria en sont un bon exemple. Son action aborde les conflits de longue date sous plusieurs angles, en cherchant à promouvoir la paix par des initiatives qui vont de l'éducation (pour réduire la radicalisation) à un nouveau festival culturel qui favorise la communication et le dialogue tout en célébrant les valeurs culturelles. De même, le Festival culturel du lac Turkana à Loiyangalani, dans le nord du Kenya, institué grâce à des partenariats entre le gouvernement du comté et diverses ONG partenaires, offre un espace de dialogue intercommunautaire dans un contexte de tensions interethniques difficiles et de conflits récurrents. Encore plus au nord du Kenya, l'Église catholique a travaillé avec les communautés d'Ileret, près de la frontière éthiopienne, pour faciliter un programme innovant d'hébergement chez l'habitant entre familles des communautés Daasanach et Gabra. Ce programme a permis de tisser des liens d'amitié, de camaraderie et de confiance dans un contexte auparavant marqué par l'animosité. Il a donné des résultats très prometteurs, avec le soutien des dirigeants locaux.

paix, il est plus efficace de cibler les relations sociopolitiques et économiques globales reliant de multiples systèmes de gouvernance à travers les frontières, que de cibler chaque système individuel de gouvernance (qu'il soit coutumier ou autre).

La section suivante s'appuie sur cette discussion sur la gouvernance et le pluralisme juridique en se concentrant plus particulièrement sur la question de la « résilience » – un terme ambigu, mais largement utilisé, aux connotations négatives comme positives. Elle explore l'évolution des manières dont les éleveurs et les agriculteurs gèrent un univers de dangers et d'opportunités en rapide mutation, compte tenu de la volatilité environnementale caractéristique des zones arides, et examine comment leurs efforts pourraient être mieux soutenus dans les années à venir.

3. RÉSILIENCE

Tout comme la « paix », la « résilience » est un terme ambigu et contesté. Nous pourrions la concevoir comme une qualité qui émerge d'un ensemble de caractéristiques interdépendantes propres à différents éléments des systèmes socio-écologiques diversifiés qui sous-tendent les moyens de subsistance des éleveurs et des agriculteurs. La résilience implique des environnements sains et des ressources naturelles bien gérées. Elle repose sur la cohésion sociale et des formes saines de coopération et de soutien mutuel. Elle suppose un contrat social efficient et un fonctionnement efficace des systèmes de gouvernance à plusieurs échelles pour faire face à un terrain dynamique et changeant de défis au niveau local. Elle suppose également des institutions « coutumières » ou « informelles » vitales qui régissent tout, de la gestion des pâturages et des points d'eau à la redistribution des ressources et à l'aide d'urgence gérée localement en temps de crise.

Ce dernier point est particulièrement crucial et a été étudié en détail dans de nombreux travaux de recherche de SPARC. Robinson et Flintan (2022), comme nous l'avons indiqué, soulignent le rôle essentiel du régime foncier pastoral coutumier en Afrique de l'Est pour faciliter la gestion de ressources très variables. Ils expliquent que ces systèmes :

reflètent le système de subsistance mobile ainsi que l'incertitude, la variabilité et la faible densité des ressources. Ils comprennent souvent des ensembles souples d'institutions collectives caractérisées par des principes de flexibilité, d'adaptabilité, d'utilisation multiple par une foule d'utilisateurs et par une superposition sophistiquée de droits sur la même ressource. (2022 : 2)

Au Soudan du Sud, deux années de recherche ont identifié une variété d'ajustements et d'adaptations stratégiques menés localement, qui contribuent à un sentiment général de dynamisme dans la manière dont les éleveurs gèrent les chocs et y répondent, notamment la reconstitution des cheptels, en partie grâce à des systèmes de soutien fondés sur la parenté (Humphrey et al., 2023).

La nature variée de ce qui contribue à la résilience, et la diversité correspondante des formes de vulnérabilité qui peuvent sembler la bloquer, font que le terme reste vague et flexible dans le secteur de l'aide, et ce, à juste titre. Il influence la programmation dans tous les domaines, de la pauvreté chronique aux chocs environnementaux. Mais Levine (2022 : 12) note une tendance inquiétante à envisager un « secteur de la résilience », au sein duquel « un langage et une mesure de la résilience sont appliqués de manière générique à travers des indicateurs abstraits qui cherchent à saisir des dimensions de résilience pouvant être utilisées dans toute situation de vulnérabilité ». Ce n'est pas parce que la résilience peut renvoyer à de multiples caractéristiques ou vulnérabilités différentes que les méthodes d'évaluation et de mesure doivent être génériques. Au contraire, les données issues du programme SPARC soulignent à quel point ces applications génériques de la réflexion sur la résilience constituent un obstacle, et plaident plutôt en faveur d'une appréciation contextuelle des problèmes et pour l'adoption de mesures du succès localement pertinentes et spécifiques (et non pas vagues et floues).

La réflexion sur la résilience devrait nous aider à travailler en relation avec les systèmes et leurs dynamiques, mais, dans les faits, de nombreux programmes de développement finissent par faire l'inverse. Si les analyses contextuelles sont de plus en plus courantes, leur impact sur la programmation est souvent compromis par des problèmes structurels dans la prise

ENCADRÉ 6. POLITIQUES, CULTURES INSTITUTIONNELLES ET DYNAMIQUES SYSTÉMIQUES : QU'EST-CE QUI DÉTERMINE RÉELLEMENT L'EFFICACITÉ DE LA RÉPONSE À LA SÉCHERESSE ?

De bonnes politiques sont essentielles, mais ne suffisent jamais en elles-mêmes. Les recherches de SPARC se sont demandé pourquoi des politiques bien formulées et largement adoptées ont conduit à une mise en œuvre timide et à des progrès généraux limités, mettant en évidence certaines des façons dont les dynamiques au sein et entre différentes institutions humanitaires et de développement restreignent les possibilités et sapent les objectifs initiaux (voir Mohamed et al., 2025 ; Mohamed et al., à paraître). En explorant la gestion des catastrophes dans la Corne de l'Afrique, et en particulier la manière dont Dispositif régional pour la résistance à la sécheresse et la viabilité de l'IGAD (IDDRSI) oriente l'action, ces recherches ont défini des priorités importantes pour les années à venir.

Le monde de la gestion des catastrophes est extraordinairement complexe, couvrant de multiples niveaux et échelles d'action. Au milieu de cette complexité, les facteurs qui déterminent l'efficacité (ou l'absence d'efficacité) ne sont souvent pas la qualité des intentions ou des cadres, mais plutôt les cultures institutionnelles, les relations, les dynamiques de pouvoir et les intérêts. Il est absolument essentiel que ces dynamiques soient mieux comprises et considérées comme des leviers clés d'amélioration, en particulier aujourd'hui, alors que nous entrons dans une ère nouvelle et incertaine de budgets d'aide radicalement restreints et d'objectifs réorganisés. Dans l'urgence de cette transition, il faut ménager un espace pour l'introspection et pour le développement de nouvelles formes de collaboration entre institutions, secteurs et régions. Les dynamiques systémiques et les incitations institutionnelles de demain doivent éviter une situation dans laquelle la mise en œuvre est récompensée au détriment de l'efficacité.

de décision en matière d'aide (Levine et Pain, 2024)²¹. Plutôt que d'élaborer des programmes qui répondent à des aspirations et des besoins locaux clairement définis, les organisations se retrouvent à concevoir des solutions en fonction d'indicateurs et d'objectifs standardisés. Et ce, malgré les approches énoncées dans des cadres politiques largement acceptés, tels que le cadre du Dispositif régional pour la résistance à la sécheresse et la viabilité de l'IGAD (IDDRSI). En effet, Mohamed et al. (2025) décrivent des décalages manifestes dans la Grande Corne de l'Afrique entre les idées et les ambitions évoquées dans l'IDDRSI et la réalité de leur mise en œuvre, entravée par des dynamiques institutionnelles complexes et paralysantes.

3.1 Échelles et systèmes

Quels sont les résultats de cette fâcheuse tendance dans la programmation de la résilience ? En ce qui concerne les infrastructures hydrauliques dans le nord du Kenya, elle a conduit à la priorisation de solutions techniques superficielles, au détriment d'une appréciation des systèmes de gouvernance plus larges et des dynamiques des moyens de subsistance qui déterminent réellement la gestion et l'utilisation de l'eau chez les éleveurs. En effet, Wachira et al. (2024) se demandent si les nouvelles sources d'approvisionnement en eau sont la solution pour la résilience des éleveurs ou si elles font partie du problème. Leurs travaux examinent l'impact des investissements considérables dans les infrastructures hydrauliques, notamment les forages et les systèmes solaires, qui visent à renforcer la résilience à la sécheresse dans les

²¹ Il s'agit d'un point similaire à celui que nous avons soulevé précédemment concernant l'absence de rôle significatif pour les analyses détaillées et nuancées des conflits.

zones arides. Ils soulignent les problèmes urgents qui découlent de la pensée technocratique univoque, notamment le rôle des points d'eau mal situés dans la création de nouveaux établissements dans des zones traditionnellement réservées aux pâturages, ce qui accroît la vulnérabilité à la sécheresse à long terme. Ils notent également que les nouvelles sources d'eau alimentent les conflits autour des ressources et l'insécurité entre les communautés d'accueil et les communautés de passage.

Dans cette étude de cas, comme dans beaucoup d'autres, l'absence de consultation sérieuse de la communauté et le mépris envers la gouvernance traditionnelle ont sapé l'appropriation locale. En ignorant des contextes politiques et sociaux plus larges, ces solutions purement technocratiques aboutissent à des formes de développement problématiques et non durables. Ce point est particulièrement crucial pour les femmes qui, notamment dans les contextes pastoraux, sont souvent les principales responsables de la collecte et de la gestion de l'eau. Si l'on peut considérer que la résilience est rendue possible par de nouvelles technologies, installations ou infrastructures, il est important de partir du principe qu'elle est en réalité portée par des forces et des dynamiques sociales beaucoup plus profondes. En d'autres termes, elle n'émerge pas des ressources elles-mêmes, mais des relations humaines de confiance et d'obligation mutuelles qui se tissent autour d'elles. Ces relations ne sont ni rigides ni passives, mais plutôt ouvertes et continuellement négociées (Derbyshire, 2020).

Un tel principe soulève des questions particulièrement pertinentes quant à l'avenir des terres dans les zones arides, d'autant que de nouveaux processus d'expropriation, de privatisation et de fragmentation des pâturages commencent à prendre forme dans de nombreuses régions. Alulu et al. (2024) ont démontré un lien direct entre l'état des fourrages et la sécurité alimentaire des ménages dans le nord du Kenya. Leurs recherches montrent que la santé du ménage, dans un sens très direct, est liée à la santé des parcours – une perspective qui s'articule étroitement avec l'agenda « Une seule santé » (voir Zinsstag et al., 2016). Cette relation n'est pas à sens unique. Pour que le fourrage continue de nourrir les communautés pastorales, par l'intermédiaire de leur bétail, il doit être géré et entretenu. Dans un contexte écologique caractérisé par une profonde variabilité, le moyen le plus efficace d'y parvenir passe par des accords fonciers collectifs de longue durée qui régissent l'accès de manière flexible et réactive, en garantissant une conversion efficace des ressources asymétriques en aliments et autres produits de l'élevage (cf. Krätli, 2015 ; Scoones, 2023).

Diverses études de cas de SPARC à travers l'Afrique ont mis en lumière les façons complexes dont les processus politiques abordent (ou n'abordent pas) la question difficile des droits fonciers et de la sécurité foncière des éleveurs²². Dans de nombreux cas, ces processus ont été caractérisés par une volonté de formalisation. Comme nous l'avons noté plus haut, il s'agit d'une ambition difficile et souvent délicate qui peine à rendre compte de la superposition des institutions (formelles et informelles), des droits, des systèmes et des processus de négociation active et jamais définitivement réglés en matière d'accès (Robinson et Flintan, 2022). La formalisation de la tenure, comme le secteur du développement de manière plus générale, est souvent encline à considérer la complexité de la prise de décision et de la coopération comme un problème qui doit être simplifié et géré, plutôt que comme la manière

22 Nassef et al. (2023), par exemple, explorent les liens entre les conflits entre agriculteurs et éleveurs et le régime foncier dans différents contextes en Afrique (voir également Nassef et al., 2024). Sulieman et al. (2024) explorent le rôle critique de la tenure collective, régie par des « règles coutumières non écrites », au Soudan, où les lois formelles sur la tenure ne sont ni claires ni appliquées. Sawadogo et al. (2024) examinent les données de la région centre-sud du Burkina Faso, où les éleveurs laissent pâturer leurs bêtes selon des droits coutumiers collectifs sur des terres privées. Ils notent que, bien que cette situation de tenure coutumière s'accorde avec le Plan d'Orientation Foncière et Rurale, elle reste néanmoins précaire et elle est menacée par de multiples facteurs.

la plus raisonnable et la plus efficace de faire face à un faisceau de défis tout aussi complexes et imprévisibles.

Or, la complexité est une caractéristique essentielle, propice à la résilience dans les zones arides. Il s'agit d'un élément qu'il faut exploiter, voire renforcer, et non avec lequel composer à contrecœur. En ce qui concerne la tenure collective, le point clé est que les éleveurs d'Afrique de l'Est et de l'Ouest négocient activement diverses formes d'insécurité foncière de manière stratégique, innovante et adaptée au contexte. Dans certains cas, les communs sont recréés en lieu et place de pâturages nouvellement privatisés ; dans d'autres, la propriété privée est utilisée de manière stratégique pour accéder à des ressources de parcours plus vastes ; et dans d'autres contextes encore, les éleveurs font du « forum shopping », c'est-à-dire qu'ils choisissent entre plusieurs cadres juridiques superposés pour négocier le meilleur résultat. Dans la plupart des cas, chercher à simplifier ou à réduire cette complexité croissante de lois, d'obstacles et de stratégies changeantes est un moyen inefficace de défendre les droits des éleveurs sur les ressources. Les solutions toutes faites ne fonctionnent tout simplement pas. Le travail devrait plutôt se concentrer sur le renforcement de la capacité des éleveurs à faire face aux nouvelles pressions selon leurs propres conditions (Flintan et al., 2021).

Cela dit, il est tout aussi important de reconnaître que des mesures doivent être prises à différents niveaux, ou plutôt dans différentes parties des systèmes diversifiés qui structurent ces questions sur le terrain²³. Il faut une reconnaissance plus formelle et de haut niveau des droits collectifs des éleveurs. Les politiques nationales et internationales devraient reconnaître et soutenir les droits fonciers pastoraux, tout en veillant à ne pas imposer des systèmes rigides qui sapent les structures de gouvernance locales et informelles. Les efforts politiques visant à renforcer la sécurité foncière devraient se concentrer sur la cohésion communautaire, la prise de décision inclusive et le maintien de la mobilité, qui sont tous des éléments clés de la résilience dans le pastoralisme des zones arides.

Il est clair que s'il est essentiel de comprendre et même de mesurer la résilience au niveau local, il ne suffit pas de limiter les actions à ce seul niveau. Les problèmes auxquels sont confrontés les éleveurs et les agriculteurs dans les zones arides sont toujours en partie déterminés par des processus qui interviennent à une échelle beaucoup plus vaste, du changement climatique à la politique économique. L'analyse de Wiggins et al. (2023) sur les prix des denrées alimentaires au Mali et au Soudan, par exemple, décrit comment les prix des céréales ont doublé entre 2019 et 2022, et note que deux des principaux facteurs ayant contribué à cette hausse sont la politique économique nationale et les embargos commerciaux internationaux. Dans ce contexte, essayer de renforcer les capacités ou d'améliorer l'accès au niveau local peut être utile à court terme, mais les causes profondes de ces difficultés ne peuvent être résolues qu'en s'attaquant à différentes composantes des systèmes économiques et politiques généraux. Soutenir la résilience des agriculteurs et des éleveurs dans les zones arides signifie prendre le contexte local au sérieux dans la programmation (y compris les différences sociales et économiques locales et les dynamiques de pouvoir ; voir Levine et Pain, 2024), et, bien entendu, mesurer le succès de manière pertinente pour les populations cibles, mais cela signifie aussi identifier et traiter les facteurs qui déterminent les défis locaux à bien d'autres échelles. Cela comprend d'autres éléments des paysages écologiques et économiques locaux qui peuvent être associés au problème à l'étude (la façon dont l'état des pâturages est lié aux infrastructures hydrauliques, par exemple) tout autant que les lois, les politiques et les approches qui sont formulées aux niveaux les plus élevés.

²³ En effet, Flintan et al. (2021) soulignent que, dans la plupart des cas, il est beaucoup plus important et plus viable de se concentrer sur la protection juridique des « ressources phares » telles que les pâturages de saison sèche avec un accès permanent à l'eau.

ENCADRÉ 7. LA DÉSERTIFICATION : MYTHE OU MENACE ?

La « désertification » est un concept à la fois séduisant et chargé d'émotion, même si la définition largement utilisée – « dégradation des terres dans les zones arides résultant de divers facteurs, notamment les variations climatiques et les activités humaines » (Mirzabaev et al., 2019 ; cf. Reynolds, 2013) – est beaucoup plus prosaïque.

Certaines zones arides sont très probablement en cours de dégradation : elles connaissent une « réduction ou une perte de la productivité biologique et économique et de la complexité des écosystèmes terrestres » (Reynolds, 2013). Toutefois, « certaines » est bien le terme clé, car l'ampleur de la dégradation dans les zones arides n'est pas connue avec précision et pourrait ne représenter que moins d'un dixième :

La multiplicité et la complexité des processus de désertification rendent sa quantification difficile. Les points chauds de la désertification, identifiés par un déclin de la productivité de la végétation entre les années 1980 et 2000, couvraient environ 9,2 pour cent des zones arides ($\pm 0,5$ pour cent) et touchaient environ 500 (± 120) millions de personnes en 2015. (Mirzabaev et al., 2019)

Le problème du terme « désertification », lorsqu'il est utilisé pour décrire ces formes de dégradation, vient de son association historique avec des hypothèses selon lesquelles les terres arides sont beaucoup plus largement sujettes à la dégradation, que les déserts avancent et que la raison principale de ces changements a été, et continue d'être, les activités des populations qui y vivent.

L'idée que les déserts ont été créés principalement par la surexploitation et la mauvaise utilisation des zones arides par l'homme remonte à des centaines d'années (Davis, 2020). Les formulations modernes proviennent de scientifiques qui ont travaillé dans l'Afrique coloniale au début du XXe siècle. Les forestiers coloniaux ont observé le Sahel et ont conclu qu'il était déboisé et dégradé par les agriculteurs et les éleveurs. Stebbing, forestier au Service forestier indien, a parcouru l'Afrique de l'Ouest en 1934. Il était alors convaincu que la pression démographique élargissait les surfaces cultivées, réduisait les jachères et rendait les terres trop infertiles pour être cultivées. Ces terres seraient ensuite fortement pâturées et broutées, puis brûlées chaque année, ce qui conduirait à une brousse de moins en moins productive qui céderait peu à peu la place à des dunes de sable. Stebbing estimait que le désert avait progressé d'un kilomètre par an au cours des 300 dernières années, à un rythme qui s'accélérait. Il a proposé de planter des ceintures forestières d'est en ouest, d'une épaisseur de 15 miles [environ 24 km], le long de la frontière anglo-française (Swift, 1996).

Suite aux recommandations de Stebbing, une Commission forestière anglo-française a effectué un travail de terrain approfondi en 1936-1937 le long de la frontière entre le Nigeria et le Niger, immédiatement après la saison des pluies très humide de 1936. La Commission a constaté une variabilité et non une tendance : une grande partie de l'argumentation de Stebbing a donc été rejetée. Pourtant, en 1949, Aubréville, membre de la Commission, durcissait son point de vue et inventait le terme de « désertification ».

L'intérêt pour la désertification s'est estompé durant deux décennies lors des périodes humides en Afrique de l'Ouest, jusqu'à ce que les sécheresses de 1968 à 1973 le ravive. Deux études soudanaises ont été déterminantes : la mission de reconnaissance de Lamprey menée pour le compte de l'UNESCO et du Programme des Nations Unies pour l'environnement, et les travaux de Fouad Ibrahim dans le nord du Darfour entre 1976-77 et 1982. Ils ont observé la déforestation et le déplacement des dunes de sable pour arriver à des conclusions similaires sur la désertification anthropique. Ces

études, comme celles de Stebbing, ont consisté à observer les zones arides pendant la sécheresse, puis à comparer l'étendue de la végétation pendant la sécheresse à une référence datant d'une année considérablement plus humide. La réévaluation ultérieure de leurs données, comparant des années de précipitations similaires et observant les changements de végétation au fil du temps, n'a révélé aucune tendance (Swift, 1996).

Toutefois, les preuves contraires n'ont guère apaisé les craintes d'une accélération alarmante de la désertification causée par l'homme. L'inquiétude de la communauté internationale a conduit à l'organisation de la Conférence des Nations Unies sur la désertification en 1977, au cours de laquelle le document de synthèse du Kenya a clairement indiqué ce qu'il considérait comme la principale cause de la désertification : « une mauvaise gestion du bétail et des pâturages », autrement dit, les éleveurs eux-mêmes. Cette conférence a ensuite débouché sur la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification de 1994, un cadre international doté d'un secrétariat qui a organisé 16 conférences des parties entre 1997 et 2024.

Néanmoins, les preuves de la dégradation des zones arides sont étonnamment rares, les estimations étant toujours assorties de réserves (Mirzabaev et al., 2019). Cela n'est pas surprenant, étant donné que les zones arides sont très affectées par les précipitations irrégulières et les incendies de brousse. L'état de la végétation à un instant T reflète en grande partie des événements très récents (et aléatoires). Des observations nombreuses et détaillées sur le long terme sont nécessaires pour établir une tendance telle que la dégradation.

Pendant ce temps, dans le Sahel ouest-africain, les observations faites au cours des 30 dernières années environ suggèrent que le Sahel pourrait être en train de verdier et non de brunir (Olsson et al., 2005 ; Mirzabaev et al., 2019).

3.2 Chocs

La réflexion sur la résilience nous oblige à adopter des prismes d'analyse bien plus larges et des approches plus holistiques que ce qui se fait actuellement pour aborder les différents problèmes. Un tel constat soulève d'importantes questions quant aux réponses à apporter aux chocs environnementaux. Les nouvelles approches du défi de longue date que représente la sécheresse se sont efforcées de prévoir les différentes crises qu'elle provoque et d'y réagir en amont. L'aide sous forme « d'action anticipatoire », qui est souvent étroitement liée à des systèmes génériques d'alerte précoce (par le biais de déclencheurs d'action mécaniques), est aujourd'hui considérée comme une composante essentielle de la résilience dans les zones arides²⁴. Pourtant, les recherches de SPARC ont remis en cause ce type d'interventions linéaires et fondées sur la prédiction, suggérant qu'il faut essayer de mieux prendre en compte l'hétérogénéité socioéconomique des zones arides et l'éventail imprévisible de crises qui s'entrecroisent à tout moment et affectent les moyens de subsistance et les décisions quotidiennes des populations.

Une étude menée dans trois régions du nord-est de la Somalie entre 2020 et 2022, par exemple, a souligné la diversité des mesures prises et des modes de subsistance que les communautés locales ont adoptés alors qu'elles étaient aux prises avec une crise complexe et imprévisible, qui n'avait ni trajectoire discernable ni point final évident (Levine

²⁴ Pour un examen détaillé des défis et du potentiel de l'action anticipatoire, voir Levine et al. (2020).

et al., 2023). Ici, comme dans d'autres contextes pastoraux des zones arides, la prise de décision relevait d'une improvisation constante plutôt que d'un processus décisionnel scénarisé implicitement présumé. Les réponses à la question de savoir ce qu'il convient de faire pour éviter une aggravation de la crise dans une telle situation ne sont ni uniques ni simples. Savoir quand agir (parce qu'une prévision exacte a été proposée) ne signifie pas savoir quoi faire ni avoir la capacité de le faire. Selon Levine et al., la conversation doit passer de l'action à la facilitation.

En d'autres termes, plutôt que de se demander quels types d'actions les organisations de mise en œuvre devraient planifier avant une sécheresse catastrophique, nous devrions nous demander comment les populations locales gèrent déjà des crises complexes et imprévisibles dans les zones arides, et quels sont les facteurs qui limitent leurs efforts. Le spectre de la famine reste, aujourd'hui encore, peut-être trop souvent perçu comme un phénomène purement environnemental, ce qui conduit à privilégier des solutions qui préconisent une modification des activités actuelles comme moyens de subsistance plutôt qu'une lutte contre les problèmes systémiques sous-jacents et les facteurs de causalité (dans de nombreux cas, cela se traduit par des efforts visant à diversifier les moyens de subsistance, en se détournant du pastoralisme en faveur d'options plus « durables »)²⁵. Cette approche du soutien et de l'investissement méconnaît les échecs politiques qui déterminent réellement la vulnérabilité à la sécheresse, et l'héritage de la marginalisation historique, lequel a contribué à limiter le développement favorable au pastoralisme au profit de solutions qui tiennent pour acquis la stabilité et la prévisibilité comme facteurs favorables. La vulnérabilité climatique n'est pas une caractéristique inhérente au pastoralisme des zones arides, mais plutôt le résultat de politiques qui ne reconnaissent ni ne soutiennent la façon dont il s'accommode de conditions imprévisibles grâce à une transformation fluide et ouverte.

Plus parlant encore, cette approche repose tacitement sur une vision monolithique du pastoralisme et des connaissances pastorales qui contredit directement les réalités vécues par les éleveurs dans les zones arides. Supposer que le pastoralisme se résume à une simple dépendance à l'égard du bétail pour l'alimentation et, plus largement, à une pratique sociale circonscrite, par laquelle des communautés ou des familles entières négligent d'autres possibilités économiques, constitue une grave erreur. Les recherches de SPARC ont mis en évidence diverses preuves d'interactions relationnelles en réseau avec une grande variété de ressources dans les contextes pastoraux, au sein desquels le bétail n'est toujours qu'une source de capital parmi d'autres. Un examen de la gestion de la sécheresse dans le nord du Kenya depuis le début des années 1980 a souligné que ce n'est pas là une nouvelle caractéristique du pastoralisme des zones arides, lequel est résilient précisément parce qu'il se reconfigure constamment en fonction de l'évolution du monde qui l'entoure (Derbyshire et al., 2024). Ce processus, que l'on pourrait qualifier de « résilience relationnelle », n'est pas nouveau, même s'il a clairement pris de nouvelles formes ces dernières années, mais il doit être mieux compris et soutenu par les gouvernements et les ONG²⁶.

25 Et ce, malgré les travaux fondamentaux d'Alex De Waal (1989) sur la « famine obscure » et les travaux antérieurs d'Amartya Sen (1981) qui mettent en avant les facteurs sociaux et économiques à l'origine de la famine. Plus récemment, Majid et McDowell (2012) ont souligné des liens de causalité directs entre les formes actuelles de marginalisation et la famine en Somalie.

26 Semplici et al. (2024) ont récemment noté que le terme « résilience » est particulièrement pertinent pour le pastoralisme, étant donné sa capacité à englober les caractéristiques clés des moyens de subsistance pastoraux, à savoir l'incertitude, la complexité et le dynamisme. Ils définissent la « résilience relationnelle » comme une caractéristique du pastoralisme qui « dépend du contexte et du chevauchement fluide de plusieurs domaines (p. ex. les pratiques quotidiennes, les dimensions socioculturelles, les processus de gouvernance » (2024 : 11-12), suggérant qu'une telle perspective permet d'identifier plus facilement les facteurs favorables et les facteurs contraignants.

Les communautés des zones arides ont tendance à gérer l'incertitude, y compris les sécheresses récurrentes, grâce à des pratiques d'économie morale en réseau qui prônent « la réciprocité, la redistribution, l'assurance sociale et la formation d'identités, comme éléments essentiels pour aider les gens à survivre et à s'épanouir » (Mohamed, 2023 : 81). En Somalie, en 2021, cela a englobé la mise en commun de fonds et le recours à des crédits accordés par des commerçants locaux (Weingärtner et al., 2022). Cependant, il s'agissait également d'un autre type de partage : celui d'informations sur les catastrophes à venir (telles que les inondations et les essaims de criquets) et sur les options viables pour les actions futures (y compris les endroits qui disposaient d'eau et de bons pâturages pour y déplacer le bétail).

La réalité de cette approche relationnelle de la gestion des catastrophes est souvent négligée par les interventions qui se concentrent sur la vulnérabilité des individus et des ménages, et par les protocoles d'action anticipatoire qui ont une vision trop réductrice des connaissances locales ou « autochtones ». Ils les conçoivent comme un ensemble de pratiques traditionnelles éprouvées (telles que les « stratégies d'adaptation ») plutôt que comme une négociation collective et dynamique de circonstances changeantes par le biais d'une improvisation créative²⁷. De même, les programmes de résilience qui ne s'orientent pas, au moins en partie, vers ces pratiques vitales en réseau sont susceptibles de commettre l'erreur d'adopter une vision trop bornée de l'ancrage réel du soutien offert, limitant ainsi considérablement leur impact. Levine (2022) souligne l'accent excessif mis sur les « communautés » dans la plupart des travaux sur la résilience, qui ne tient pas compte des relations et des réseaux qui façonnent réellement la résilience et renforcent le capital social au niveau local avant et pendant les crises. Ceux-ci comprennent généralement des communautés et des activités économiques différentes, qui, dans de nombreux cas, englobent aussi d'importants réseaux diasporiques. Des travaux plus larges ont mis l'accent sur la nature genrée de ces réseaux et sur les rôles essentiels que jouent les groupes de femmes pour appréhender différents marchés pendant les périodes difficiles (voir, par exemple, Mohamed et Nori, 2025).

Dans l'ensemble des recherches de SPARC, le développement de nouvelles approches participatives constitue une proposition qui prévaut pour traiter ces différentes questions et améliorer la programmation de la résilience. Bedelian et al. (2023), par exemple, soulignent l'immense potentiel du modèle kenyan de planification du développement des circonscriptions – une approche de planification participative que cinq comtés du Kenya mettent déjà en œuvre pour améliorer la participation des éleveurs aux processus de planification du gouvernement. Plus largement, Hakiman et Sheely (2023) soulignent la complexité de la mise en place de tels modèles, notant à quel point les rôles des agents de terrain sont formateurs et pourtant souvent méconnus, et à quel point il est important de s'attacher à combler les véritables lacunes en matière de gouvernance au niveau institutionnel. Par ailleurs, Derbyshire et al. (2024) soulignent le potentiel de nouvelles approches participatives de l'action anticipatoire, qui pourraient prendre comme point de départ une conception plus ouverte des connaissances pastorales.

L'un des résultats de ces approches participatives améliorées et d'une meilleure orientation générale vers les connaissances, les pratiques et les dynamiques existantes dans les zones arides pourrait être des interventions techniques mieux adaptées aux besoins et aux ambitions des éleveurs. « Afriscout » – une application numérique récemment développée qui fournit aux éleveurs des données visuelles en temps réel sur l'état des pâturages – est remarquable à cet égard, car elle cherche à répondre aux besoins définis localement, bien plus que ne le font actuellement de nombreux protocoles et programmes axés sur les crises (Turnbull et

²⁷ Cette question est étudiée dans Derbyshire et al. (2024), ainsi que les possibilités de nouvelles approches qui considèrent différemment les connaissances des éleveurs.

ENCADRÉ 8. COMMENT L'AFRIQUE PEUT-ELLE GÉRER LES RISQUES CLIMATIQUES TRANSFRONTALIERS AUXQUELS ELLE EST CONFRONTÉE ?

Les risques climatiques se répercutent en cascade au-delà des frontières internationales, ce qui les rend « transfrontaliers » par nature. Ces risques climatiques transfrontaliers (RCTF) constituent des menaces croissantes pour le développement économique, le commerce, la sécurité alimentaire et les infrastructures. Il est urgent de renforcer la coopération internationale dans l'ensemble de l'Union africaine (UA), y compris les communautés régionales et les États membres, afin de gérer les risques partagés et de renforcer la résilience. Comment y parvenir ? Les recherches de SPARC par Opitz-Stapleton et al. (2023 : 9) formulent six recommandations :

1. Évaluation des risques à l'échelle panafricaine

La Commission de l'UA, l'Agence de développement de l'Union africaine pour le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (AUDA-NEPAD) et les partenaires devraient faciliter une évaluation panafricaine des RCTF et publier un rapport phare pour présenter ses conclusions et recommandations, notamment sur les rôles que les institutions de l'UA, les communautés économiques régionales (CER), les États membres et les partenaires doivent adopter pour renforcer la résilience face à ces risques.

2. Indicateurs RCTF

Les institutions de l'UA et les CER, en collaboration avec les partenaires de recherche et de développement, devraient développer des indicateurs de RCTF, avec l'intention explicite de les incorporer dans le tableau de bord de suivi, de rapport et d'apprentissage de l'UA, en cours d'élaboration.

3. Orientation en matière d'intégration

Le Groupe d'appui aux experts du Groupe africain de négociateurs, en collaboration avec l'AUDA-NEPAD et ses partenaires, devrait produire et piloter des orientations sur la manière d'intégrer les RCTF et les risques climatiques en cascade dans les évaluations des risques et des vulnérabilités et dans les plans d'adaptation à l'échelle locale, nationale, régionale et continentale.

4. Échange de connaissances

Les institutions de l'UA et les CER, avec le soutien des partenaires de développement, devraient organiser un programme d'échange de connaissances sur les RCTF et les risques en cascade en Afrique, à l'horizon 2032, afin de documenter les risques auxquels font face les populations et les réponses apportées.

5. Priorités africaines

Les points focaux nationaux du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), le Groupe africain de négociateurs et d'autres parties prenantes devraient identifier les lacunes prioritaires de l'Afrique en matière de connaissances sur les RCTF afin de faciliter l'engagement dans les négociations de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques et les processus du GIEC, y compris en proposant un rapport spécial du GIEC sur le sujet.

6. Plan de gestion des données

Les institutions de l'UA, la Conférence ministérielle africaine sur la météorologie, la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique et d'autres organisations partenaires devraient élaborer un plan de gestion des données afin de renforcer les capacités des chercheurs et des décideurs à évaluer les progrès accomplis par rapport aux indicateurs qu'ils ont élaborés et aux besoins de recherche qu'ils ont identifiés.

Harrison, 2024). En ce qui concerne la gestion des ressources, il a été démontré que la gestion participative des parcours améliore la productivité et la gouvernance et ralentit l'accaparement des terres par les élites (Flintan et al., 2021) : 45). Il s'agit d'un processus flexible développé en Éthiopie en 2010 et désormais piloté avec succès dans de nombreux pays, qui vise à améliorer la gestion des ressources et donc la sécurité foncière²⁸.

Néanmoins, il convient de souligner à nouveau qu'à lui seul, le niveau local ne construit jamais la résilience. Les habitants des zones arides gèrent les chocs avec les moyens dont ils disposent, pourtant, les risques auxquels ils sont confrontés sont souvent de nature transfrontalière. Il peut s'agir, par exemple, de maladies transfrontalières du bétail et des cultures, de diverses formes de conflits et des déplacements régionaux qui en découlent. Ces risques ne peuvent pas être gérés uniquement par des approches visant à renforcer les capacités locales, que ce soit sous la forme de nouvelles technologies ou de modèles de planification ; ils ne peuvent être traités que par le biais d'une meilleure coordination internationale. Dans cette optique, Opitz-Stapleton et al. (2023) a formulé six recommandations susceptibles de renforcer les efforts actuels des décideurs africains, en notant que la réponse ne réside pas nécessairement dans de nouvelles politiques, étant donné que de nombreux cadres politiques solides existent déjà, notamment la Stratégie et le Plan d'action de l'Union africaine sur le changement climatique et le développement résilient (2022-2032). Ces recommandations comprennent une nouvelle évaluation panafricaine des risques, de nouveaux indicateurs et un meilleur partage des connaissances.

3.3 Les marchés et la « génération résiliente »

Pour assurer la résilience des zones arides, il est tout aussi important de reconnaître les changements sociaux et économiques critiques qui se produisent à long terme et de comprendre que le pastoralisme et l'agriculture familiale dans les zones arides (ainsi que les systèmes agricoles plus larges dans lesquels ils opèrent) ont non seulement une apparence et un fonctionnement très différents dans d'autres contextes économiques, écologiques et politiques, mais qu'ils se transforment également dans leur portée à chaque nouvelle génération. La fluidité bien documentée des moyens de subsistance dans les zones arides – que les recherches de SPARC peuvent étayer avec de plus en plus de données probantes – ne façonne pas seulement leurs réponses aux conditions volatiles et aux chocs, mais elle est aussi un courant actif qui impulse la reconfiguration constante des relations et des pratiques essentielles. Comme nous l'avons souligné dans l'introduction de ce rapport, le pastoralisme a toujours existé selon un continuum, avec des fluctuations saisonnières et longitudinales qui constituent les caractéristiques fondamentales de ses perspectives à plus long terme. Cela signifie qu'être éleveur aujourd'hui veut dire opérer au milieu et au moyen de multiples activités économiques et formes de subsistance, y compris des industries et des marchés émergents.

Les implications pour l'avenir sont multiples. Dans leur rapport sur ce qu'ils appellent la « génération résiliente » des zones arides d'Afrique de l'Est et de l'Ouest, Dupar et al. (2021) notent que les personnes de moins de 20 ans représentent plus de la moitié de la population. Cette génération recèle un grand potentiel de changement positif, mais elle est actuellement très négligée par les gouvernements et les agences de développement. Ils soulignent l'existence de multiples opportunités économiques qui s'appuient sur les atouts du pastoralisme et de l'agriculture des zones arides, y compris dans les domaines du tourisme, des énergies renouvelables et des industries de transformation et de services. Ils ont formulé

²⁸ Il est également important de noter que ces approches participatives ne s'appliquent pas uniquement aux « solutions ». Une approche similaire sous-tend les travaux de Shikuku et al. (2024) et vise à collecter des données de manière participative pour surveiller les effets de la sécheresse.



des recommandations pour aider à débloquent ces nouvelles opportunités en créant un « environnement favorable afin de garantir l'accès des jeunes à un travail sûr et décent » (Dupar et al., 2021) : 10). Un point essentiel est que le pastoralisme, et en particulier le commerce du bétail, bénéficie déjà activement du travail des acteurs qui couvrent les chaînes complexes d'approvisionnement en viande dans les zones arides. Non seulement il est possible d'investir et de créer davantage d'emplois dans ces chaînes de valeur, comme le soulignent Dupar et al., mais les ignorer conduit à des investissements malavisés et souvent contre-productifs. Roba et al. (2017) mettent l'accent sur ce dernier point dans leur exploration du rôle des négociants dans les économies pastorales, sur la base de recherches entreprises dans le nord du Kenya. Ils affirment que de nombreux projets visant à « relier les éleveurs aux marchés » mettent trop l'accent sur les producteurs eux-mêmes, sans comprendre les relations existantes et les réseaux d'information qui influencent déjà leurs engagements avec ces marchés – un domaine clé pour davantage d'investissements et une meilleure coordination.

Il est important de noter que, dans de tels cas, la formalisation pure et simple des relations ou des marchés n'est généralement pas la meilleure option, de la même manière qu'elle engendre des dangers complexes dans le domaine de la sécurité foncière. Il serait plus bénéfique d'adopter des politiques et des investissements visant à « renforcer les relations qui structurent l'échange de données afin de minimiser l'asymétrie d'information » et de faciliter une prise de décision plus éclairée (Roba et Lelea, 2019) : 42). Fondamentalement, une vision moins restrictive du pastoralisme doit être adoptée dans l'ensemble du secteur de l'aide pour susciter ce changement. Qu'il soit orienté vers la diversification du pastoralisme ou qu'il le soutienne tel qu'il est, le langage du développement des zones arides dépeint encore souvent les éleveurs comme des populations passives et déconnectées, plutôt que comme des acteurs déjà impliqués dans des réseaux et des pratiques économiques complexes et dynamiques demandant des compétences et des spécialisations diverses.

Au Sahel, Simonet et Carabine (2021) s'appuient sur des données du Mali, du Burkina Faso et du Niger pour mettre l'accent sur la résilience des marchés régionaux du bétail en dépit de conflits complexes et prolongés. Elles notent une tendance positive à l'intégration régionale, peut-être liée à la déclaration de Nouakchott de 2013 sur le pastoralisme et à l'arrivée de la mission de maintien de la paix de la Communauté économique des États de l'Afrique de

l'Ouest (CEDEAO) en janvier 2013. Afin d'améliorer cette résilience, elles ont formulé des recommandations qui couvrent l'ensemble des chaînes de valeur du bétail, du renforcement des systèmes d'alerte précoce au développement de nouveaux partenariats public-privé et à la mise en pratique des réglementations récemment élaborées en matière de transhumance. En fin de compte, elles soulignent que l'amélioration de la résilience des marchés dans les zones arides nécessite de mettre l'accent sur les relations, les flux d'informations et les capacités plutôt que sur les infrastructures et les technologies (bien que ces deux éléments soient clairement importants).

Levine et Wiggins (2023) proposent un ensemble complémentaire de recommandations en s'appuyant sur les données relatives à l'insécurité alimentaire de 14 pays menacés de crises alimentaires, d'urgences alimentaires et de famine (en particulier l'Éthiopie, la Somalie et le Yémen). Ce travail souligne le fait que l'insécurité alimentaire dans ces pays est principalement déterminée par des facteurs domestiques, c'est-à-dire par le fait que les gens n'ont pas assez d'argent pour acheter de la nourriture plutôt que par le fait qu'il n'y a pas assez de nourriture. Étant donné que les fortes hausses des prix des denrées alimentaires sont souvent liées à de mauvaises récoltes ou à des conflits, voire aux deux, ils estiment qu'il convient de se concentrer davantage sur les récoltes et les revenus locaux et moins sur les dynamiques internationales perçues comme des facteurs déterminants de la sécurité alimentaire locale. Cela signifie en partie qu'il faut investir davantage dans une agriculture intelligente face au climat et dans des filets de sécurité sociale, mais aussi qu'il faut stimuler et soutenir l'économie non agricole, même (voire surtout) en cas de conflit prolongé. Il est particulièrement important de noter que l'aide apportée en période de conflit tend à se concentrer sur les individus, les exploitations agricoles et les ménages plutôt que sur les dynamiques systémiques beaucoup plus larges qui façonnent et facilitent le commerce (y compris les rôles essentiels des négociants eux-mêmes). Les marchés sont essentiels en période de conflit et constituent un moyen fondamental de « s'en sortir » pour les personnes en proie à l'insécurité. Levine et Wiggins (2023 : 4) affirment qu'il faudrait davantage prendre en considération « ce qui permet aux économies locales de fonctionner dans des conditions de paix précaire et de violence intermittente ».

4. CONCLUSIONS

Face à des pressions croissantes, l'avenir des zones arides de la planète est toujours en train de s'écrire et son cours dépendra des choix faits aujourd'hui. Nous avons noté dans l'introduction comment une combinaison puissante de changement climatique, d'exclusion et d'images négatives persistantes du passé et de l'avenir continue de limiter les types de progrès et de changements positifs ancrés localement qui ont un sens pour les éleveurs et les petits exploitants agricoles. Ce rapport, ainsi qu'un nombre croissant d'autres publications, s'est efforcé de réfléchir plus attentivement à la nature de ces progrès spécifiques au contexte et à la manière dont ils pourraient être favorisés dans les années à venir. Si nous dépassons les cadres négatifs réducteurs, il n'en reste pas moins que les pressions croissantes de la privatisation et la diminution des budgets d'aide représentent de sérieuses menaces combinées qui requièrent une attention particulière. L'un des facteurs les plus puissants à l'origine des multiples agendas néfastes de l'époque actuelle demeure l'influence hégémonique de vieilles idées, depuis longtemps remises en question et démenties par les recherches, sur l'inadéquation des modes de vie pratiqués dans les zones arides et sur le besoin urgent d'une transformation radicale.

En cherchant à proposer un autre discours, les recherches dans de multiples disciplines ont déjà souligné l'adaptabilité dynamique des moyens de subsistance dans les zones arides, leur capacité unique à exploiter et à composer avec l'incertitude, ainsi que leur orientation ouverte et flexible vers des contextes économiques et politiques changeants. Le programme SPARC s'est appuyé sur cette trajectoire de réflexion et d'action, en présentant des analyses détaillées des problèmes contemporains, des solutions pragmatiques et de nouvelles études de cas susceptibles d'influencer les politiques et les pratiques futures. Alors que les recherches antérieures soulignaient la nécessité d'un changement de cap dans notre entendement, SPARC s'est concentré sur la question difficile de savoir comment ces nouveaux modes de pensée pourraient être mis en œuvre et ce qu'ils pourraient signifier dans les contextes désordonnés et quotidiens qui constituent la réalité du développement.

La réponse à ce « comment » ne pourra jamais se trouver dans une approche ou une trajectoire universelle. S'attaquer sérieusement aux défis des zones arides signifie reconnaître que des vulnérabilités et des problèmes communs se manifestent dans des contextes profondément différents. Remettre en cause les discours réducteurs et négatifs ne devrait pas vouloir dire les remplacer par des récits vagues et superficiellement optimistes. Nous devons prendre le temps de nous demander ce qu'un avenir positif – paix, prospérité et résilience – signifie pour ceux qui ont le plus à perdre, comment mesurer les progrès réalisés dans ce sens et où et comment l'action peut soutenir leur réalisation. Les réflexions qui suivent distillent des idées clés issues des recherches résumées dans ce rapport pour contribuer à cet effort.

Progrès graduels

On considère souvent les zones arides comme improductives, arriérées et nécessitant des améliorations par le biais d'interventions, de programmes et de projets transformationnels à grande échelle. Ces dernières années ont vu une prolifération d'investissements dans de tels projets, allant des méga-barrages aux périmètres d'irrigation, et des projets d'énergie renouvelable aux activités minières et d'extraction de ressources à grande échelle. Beaucoup d'autres projets sont prévus dans les années à venir, tous justifiés par des considérations plus larges (le changement climatique ou les contributions potentielles au PIB) plutôt que par les besoins et aspirations des populations locales.

Cependant, les données de SPARC montrent que les véritables moteurs de la prospérité et de la résilience dans les zones arides sont le pastoralisme et l'agriculture familiale. Ces systèmes de production agricole, souvent étroitement imbriqués, tirent le meilleur parti de conditions volatiles et imprévisibles. La meilleure façon de les améliorer et de favoriser la durabilité à long terme des moyens de subsistance est de procéder à des investissements à petite échelle visant à réaliser des progrès graduels à petits pas, et non à des projets à grande échelle, transformationnels et rigides.

Construire la paix à partir de la base

Dans le même ordre d'idées, il est peu probable que la résolution de la plupart des conflits résulte d'efforts visant à imposer de nouvelles formes de contrôle, car les tentatives de faire régner l'ordre en lieu et place de l'incertitude aboutissent souvent à des résultats fragiles et à court terme et peuvent même engendrer de nouvelles formes de vulnérabilité. Un travail à plusieurs échelles – du local à l'international – afin de soutenir des approches progressives et ancrées produira plus probablement des formes de paix plus durables. La paix ne devrait pas être imaginée comme un objectif lointain et grandiose, mais plutôt comme une série de petites améliorations plus tangibles de la vie quotidienne. La consolidation de la paix est rarement efficace si elle vise à imposer une solution unique ou à poursuivre des formes idéalisées de stabilité permanente. Au contraire, une consolidation de la paix efficace dans les zones arides s'attaque aux maux spécifiques auxquels les communautés sont confrontées, en respectant le savoir local et les réalités sociopolitiques. Elle cherche à réaliser des progrès graduels à petits pas, en mettant l'accent sur les besoins et les ambitions nuancés des populations touchées par un conflit.

Mesurer ce qui compte

La programmation du développement définit souvent les problèmes et mesure les succès en utilisant un langage générique. Des phénomènes tels que la pauvreté, la vulnérabilité climatique et la nutrition, par exemple, sont tous mesurés à l'aide d'indicateurs standardisés mis au point pour évaluer les tendances et les priorités dans diverses zones géographiques.

S'ils sont utiles pour brosser un tableau à long terme, appuyer la conception de nouvelles interventions et de nouveaux programmes sur ces mesures universelles peut entraîner de sérieuses limitations. Si les défis peuvent sembler superficiellement similaires d'un endroit à l'autre, ils sont toujours façonnés par des facteurs et des dynamiques propres au contexte et requièrent donc des solutions qui, avant tout, ont un sens par rapport à ces facteurs locaux.

La profonde diversité sociale et économique des zones arides exige des mesures spécifiques et ancrées localement, qui ont un sens au niveau local. Cela signifie qu'il faut définir ce à quoi ressemble le progrès dans un endroit spécifique en collaboration avec ceux qui sont susceptibles d'en bénéficier, et convenir d'indicateurs raisonnables que l'on pourrait observer pendant et après les programmes pour en comprendre l'impact.

Penser local tout en agissant à plusieurs échelles

Définir et mesurer le succès en termes plus spécifiques au contexte ne confine pas toutes les actions au niveau local. De nombreux obstacles à l'innovation créative et à l'adaptation dans les zones arides découlent de problèmes systémiques beaucoup plus vastes, souvent façonnés par les politiques nationales et les relations internationales. De nombreux types de RCTF, par exemple, y compris divers conflits et maladies, ne peuvent tout simplement pas être traités de manière durable au seul niveau local. Ils nécessitent une meilleure coordination au niveau régional.

Pour avoir un impact durable, il faut penser et agir au-delà du contexte local. L'investissement et le soutien sont plus efficaces lorsque les interventions s'attaquent à des problèmes définis

localement à plusieurs niveaux, y compris les systèmes économiques et politiques plus larges qui les façonnent. Dans certains cas, cela peut prendre la forme d'un plaidoyer en faveur de la politique économique ou peut-être de la sécurité foncière ; dans d'autres, cela peut impliquer la conclusion de nouveaux accords ou engagements multilatéraux.

Réseaux

Les réseaux sociaux sont essentiels pour permettre aux populations de faire face à des crises complexes, qu'il s'agisse de conflits ou de sécheresse. Ces réseaux reposent sur la confiance et le capital social et s'appuient souvent, mais pas toujours, sur l'appartenance à un clan. Ils sont également d'une importance capitale pour les négociants, qui comptent sur eux pour obtenir des informations et accéder aux produits de base.

Une meilleure reconnaissance et un soutien actif des réseaux sociaux dans les zones arides offrent d'importantes possibilités. Les programmes de développement et les investissements du secteur privé peuvent mieux exploiter leurs rôles existants dans de multiples domaines, devenant ainsi plus agiles et plus réactifs aux besoins locaux. Sur le plan de la commercialisation du bétail, cela pourrait signifier qu'il faut chercher à améliorer le partage d'informations en temps réel grâce à de nouvelles plateformes et de nouveaux outils. En ce qui concerne la réponse aux catastrophes et la gestion de la sécheresse, il pourrait s'agir d'adapter l'assistance aux réseaux qui façonnent déjà le partage des ressources, l'aide d'urgence et la gestion des crises. Dans les contextes conflictuels, il peut s'agir de favoriser la collaboration entre les autorités locales, les chefs traditionnels, les structures de gouvernance coutumière et d'autres parties prenantes.

Pratiques et institutions collectives

Les pratiques et institutions collectives – régime foncier communal et responsabilité partagée – soutiennent le type de prise de décision distribuée et adaptative qui est nécessaire pour gérer l'imprévisibilité des zones arides. Souvent, les investissements et les interventions se concentrent étroitement sur des individus ou des problèmes isolés, négligeant ces dynamiques collectives. Cette approche fragmentée risque de compromettre la résilience des communautés. Pour progresser durablement, il est essentiel de mettre davantage l'accent sur la gouvernance collective et sur des solutions intégrées et à long terme qui s'appuient sur les dynamiques locales.

Flexibilité des moyens de subsistance et systèmes de connaissances

Les moyens de subsistance façonnés par ces pratiques collectives ne sont ni statiques ni monolithiques. Ils sont évolutifs et s'adaptent constamment à des conditions environnementales, sociales et économiques en constante mutation. Les économies des zones arides sont le fruit d'interactions dynamiques entre le pastoralisme, l'agriculture, le commerce et d'autres pratiques de subsistance. Cependant, les politiques reposent souvent sur des catégories rigides et des solutions uniques qui ne tiennent pas compte de la flexibilité et de l'interconnexion – une approche qui limite les possibilités d'innovation et de croissance. Plutôt que de rechercher la stabilité ou le retour à des conditions « normales », les stratégies de développement devraient tenir compte de la nature fluide et évolutive des moyens de subsistance dans les zones arides. Favoriser la flexibilité des moyens de subsistance, notamment en encourageant la collaboration intersectorielle entre les éleveurs, les agriculteurs, les négociants et les entrepreneurs, peut renforcer la résilience et créer des synergies qui profitent à toutes les parties.

De même, les connaissances locales – souvent présentées comme des connaissances traditionnelles ou « autochtones » – ne sont pas une ressource statique, mais un processus vivant et adaptatif qui évolue en fonction des circonstances. Au lieu de chercher à simplifier ou

à codifier et « intégrer » ce savoir, les stratégies de développement devraient viser à renforcer et à soutenir son rôle dynamique dans la prise de décision.

Récits

Bon nombre des problèmes rencontrés aujourd'hui dans les zones arides résultent d'une longue histoire de marginalisation et d'échec politique. Même dans les contextes où sont apparus de nouveaux pouvoirs politiques locaux et de nouvelles formes de représentation (et ces contextes sont nombreux), l'héritage de ces passés reste profond.

Pour améliorer les vies et les moyens de subsistance aujourd'hui, nous devons prendre la mesure du pouvoir durable de ces passés et des discours qu'ils véhiculent. On imagine souvent les zones arides comme des endroits stériles et improductifs, en proie aux conflits et à la pauvreté. Toutefois, nous pensons qu'il est plus juste de les considérer comme des lieux mal desservis par des systèmes plus vastes et négligés par des politiques élaborées loin des réalités vécues par les éleveurs et les agriculteurs. De nombreuses solutions locales existent pour relever les défis actuels et elles offrent des opportunités significatives à ceux qui sont prêts à investir et à apporter leur soutien dans les années à venir.

RÉFÉRENCES

- Ahmed, J. et Omar, A. (2021) 'Collective veterinary care in Somalia: A model for building pastoral resilience' *Livestock Science* 243: 104487.
- Ajala, O. (2020) 'New drivers of conflict in Nigeria: An analysis of the clashes between farmers and pastoralists' *Third World Quarterly* 41 (12): 2048-2066 (<https://doi.org/10.1080/01436597.2020.1811662>).
- Ajl, M., Ayeb, H. et Bush, R. (2023) 'North Africa: The climate emergency and family farming' *Review of African Political Economy* 50 (176): 173–196 (www.scienceopen.com/hosted-document?doi=10.1080/03056244.2023.2267311).
- Alulu, V., Shikuku, K., Lepariyo, W. et al. (2024) 'The impact of forage condition on household food security in northern Kenya and southern Ethiopia' *Food Security* 16 (5): 1265–1289 (<https://doi.org/10.1007/s12571-024-01473-w>).
- Arai, T. (2012) Rebuilding Pakistan in the aftermath of the floods: disaster relief as conflict prevention. *Journal of Peacebuilding and Development*, 7(1): (<https://doi.org/10.1080/15423166.2012.719331>).
- Ba, B. (2023) *Conflicts between Farmers and Livestock Breeders in Mali: A Review of Dynamics and Issues in the Mopti Region*. Nairobi : Institut international de recherche sur l'élevage (www.sparc-knowledge.org/publications-resources/conflicts-between-farmers-and-livestock-breeders-mali-review-dynamics-and).
- Banerjee, R., Barry, B., Jaquez, C., Meakin, N., Wiggins, S. et Yussuf, M. (2022) *Financing Livestock Trade: formal and informal finance in Kenya, Mali and Somalia*. Londres : SPARC (<https://www.sparc-knowledge.org/publications-resources/financing-livestock-trade-formal-and-informal-finance-kenya-mali-and-somalia>).
- Banerjee, R., Cullis, A., Flintan, F. et al. (2021) 'Impact of COVID-19 on livestock exports from Somalia and the Horn of Africa' *Enterprise Development and Microfinance* 32 (1-2): 4-18 (<https://practicalactionpublishing.com/article/3037/impact-of-covid-19-on-livestock-exports-from-somalia-and-the-horn-of-africa>).
- Banque mondiale (2023) *Mali Economic Update, April 2023 - Special Chapter: Strengthening Financial Resilience of Pastoralists to Drought*. Washington DC : Banque mondiale (<https://documents.worldbank.org/en/publication/documents-reports/documentdetail/099071023135523039/p179299025eae9036089e7029775dc039d7>).
- Bedelian, C., Hakiman, K., Sheely, R. et al. (2023) *Participatory planning in Kenya's drylands: the Ward Development Planning model*. Londres : SPARC (www.sparc-knowledge.org/publications-resources/participatory-planning-kenyas-drylands-ward-development-planning-model).
- Benjaminsen, T.A. et Ba, B. (2018) 'Why do pastoralists in Mali join jihadist groups? A political ecological explanation' *The Journal of Peasant Studies* 46 (1): 1-20 (<https://doi.org/10.1080/03066150.2018.1474457>).
- Cao, Y., Alcayna, T., Quevedo, A. et al. (2021) *Exploring the conflict blind spots in climate adaptation finance*. Londres : SPARC (www.sparc-knowledge.org/publications-resources/synthesis-report-exploring-conflict-blind-spots-climate-adaptation-finance).
- CEA – Commission économique pour l'Afrique des Nations Unies (2017) *New Fringe Pastoralism: Conflict and Insecurity and Development in the Horn of Africa and the Sahel*. Addis Abeba : CEA (<https://archive.uneca.org/publications/new-fringe-pastoralism-conflict-and-insecurity-and-development-horn-africa-and-sahel>).
- Chelanga, P., Jensen, N. et Muendo, K.M. (2023) 'Pastoral livestock market integration amidst improvements in physical and communication infrastructure: Evidence from northern Kenya' *African Journal of Agricultural and Resource Economics* 17 (4): 330–344 (<https://afjare.org/wp-content/uploads/2023/03/4.-Chelanga-et-al.pdf>).
- Chelanga, P., Banerjee, R. et Mude, A. (2015) *Index-Based Livestock Insurance (IBLI): Lessons in extension and outreach: A case of Wajir County*. ILRI Research Brief 39. Nairobi : Institut international de recherche sur l'élevage (www.researchgate.net/publication/301788763_Index-Based_Livestock_Insurance_IBLI-Lessons_in_extension_and_outreach_A_case_of_Wajir_County).
- Cold-Ravnkilde, S. et Jacobsen, K. (2020) Disentangling the security traffic jam in the Sahel: constitutive effects of contemporary interventionism. *International Affairs*, 96(4): 855-874.
- Cottyn, I. et Meester, J. (2021) "Of cattle and conflict" – rethinking responses to pastoralism-related conflicts. CRU Policy Brief. La Haye : Clingendael Institute (www.clingendael.org/publication/rethinking-responses-pastoralism-related-conflicts).
- Daley, L. et Pallas, S. (2014) 'Women and land deals in Africa and Asia: weighing the implications and changing the game' *Feminist Economics* 20 (1): 178-201 (<https://doi.org/10.1080/13545701.2013.860232>).

- Davies, G., Barbelet, V. et Mayhew, L. (2024) *Reducing violence and strengthening the protection of civilians through community dialogue with armed actors*. Londres : ODI (www.odi.org/en/publications/reducing-violence-and-strengthening-the-protection-of-civilians-through-community-dialogue-with-armed-actors).
- Davis, D.K. (2020) *The Arid Lands: History, power, knowledge*. Cambridge MA : MIT Press (<https://mitpress.mit.edu/9780262034524/the-arid-lands/>).
- de Waal, A. (1989) 'Famine mortality: a case study of Darfur, Sudan 1984-5' *Population Studies: A Journal of Demography* 43 (1): 5-24 (<https://doi.org/10.1080/0032472031000143826>).
- de Waal, A. (2005) *Famine that kills: Darfur, Sudan*. Oxford : Oxford University Press (<https://global.oup.com/academic/product/famine-that-kills-9780195181630?cc=gb&lang=en&>).
- Derbyshire, S. (2020) *Remembering Turkana: material histories and contemporary livelihoods in northwestern Kenya*. Londres : Routledge (www.routledge.com/Remembering-Turkana-Material-Histories-and-Contemporary-Livelihoods-in-North-Western-Kenya/Derbyshire/p/book/9780367523305).
- Derbyshire, S., Banerjee, R., Mohamed, T. et al. (2024) 'Uncertainty, pastoral knowledge and early warning: A review of drought management in the drylands, with insights from northern Kenya' *Pastoralism: Research, Policy and Practice* 14: 13006 (<https://doi.org/10.3389/past.2024.13006>).
- Derbyshire, S., Mohamed, T., Banerjee, R. et al. (2024) *Anticipatory action in the drylands: Steps toward centring pastoralist knowledge*. ILRI Policy Brief 42. Nairobi : Institut international de recherche sur l'élevage (<https://cgspace.cgiar.org/items/181b4293-a446-40e7-a5c1-3bb24d1bba98>).
- Dupar, M., Lovell, E., Walmsley, O. et al. (2021) *Resilient Generation: supporting young people's prospects for decent work in the drylands of east and west Africa*. Londres : SPARC (www.sparc-knowledge.org/publications-resources/report-resilient-generation-supporting-young-peoples-prospects-decent-work).
- Ellis, J.E. et Galvin, K.A. (1994) 'Climate patterns and land-use practices in dry zones of Africa' *BioScience* 44 (5): 340-349 (<https://doi.org/10.2307/1312384>).
- Flintan, F., Nassef, M. et Domingo, P. (2023) *Food systems and the political economy: A lens for understanding farmer-herder conflicts*. Londres : SPARC (www.sparc-knowledge.org/publications-resources/food-systems-and-political-economy-lens-understanding-farmer-herder).
- Flintan, F., Robinson, L. et Allen, M. (2021) *A review of tenure and governance in the pastoral lands of East and West Africa*. Londres : SPARC (www.sparc-knowledge.org/publications-resources/review-tenure-and-governance-pastoral-lands-east-and-west-africa).
- Galtung, J. (1969) 'Violence, Peace, and Peace Research' *Journal of Peace Research* 6 (3): 167-191 (<https://doi.org/10.1177/002234336900600301>).
- Ghafoori, I., Behzad, K., Mukhlis, S. et al. (2023) *Findings from field studies of post-harvest storage and processing in Afghanistan*. Londres : SPARC (www.sparc-knowledge.org/publications-resources/findings-field-studies-post-harvest-storage-and-processing-afghanistan).
- Hakiman, K. et Sheely, R. (2023) 'Unlocking the potential of participatory planning: How flexible and adaptive governance interventions can work in practice' *Studies in comparative international development* (<https://doi.org/10.1007/s12116-023-09415-x>).
- Humphrey, A., Jaquez, C., Levine, S. et al. (2021) *Impacts of disruptions to Livestock Marketing in Sudan*. Londres : SPARC (www.sparc-knowledge.org/publications-resources/impacts-disruptions-livestock-marketing-sudan).
- Humphrey, A., Levine, S., Gai, J.T. et al. (2023) *Dynamism in the drylands of South Sudan*. Londres : SPARC (www.sparc-knowledge.org/publications-resources/dynamism-drylands-south-sudan).
- Idris, I. (2007) 'Livestock markets in the Sudan'. Thèse de PhD non publiée. Khartoum : Université de Khartoum.
- Krätli, S. (2015) *Valuing variability: New perspectives on climate resilient drylands development*. Londres : Institut international pour l'environnement et le développement (www.iied.org/10128iied).
- Krätli, S. et Toulmin, C. (2020) *Conflit entre agriculteurs et éleveurs en Afrique subsaharienne ?* Londres : Institut international pour l'environnement et le développement (www.iied.org/fr/10208iied).
- Krätli, S., Kaufmann, B., Roba, H. et al. (2015) *A House Full of Trap Doors: Identifying barriers to resilient drylands in the toolbox of pastoral development*. IIED Discussion Paper. Londres : Institut international pour l'environnement et le développement (www.iied.org/10112iied).
- Krahmann, E. et Podder, S. (2025) 'Norms and peace in a turbulent world' *Journal of Intervention and Statebuilding* 19 (4): 1-18 (<https://doi.org/10.1080/17502977.2024.2434311>).
- Lemma, A., Raga, S., te Velde, D. et al. (2023) *The Role of Development Finance Institutions in Addressing Food Security in Vulnerable Contexts*. Londres : ODI (<https://odi.org/en/publications/the-role-of-development-finance-institutions-in-addressing-food-security-in-vulnerable-contexts/>).

- Lemon, A. (2016) 'A global framework to measure peace' dans S. Connaughton et J. Linabary (eds.) *Are We Making a Difference? Global and local efforts to assess peacebuilding effectiveness*. Lanham MD : Rowman and Littlefield, pp. 259-272 (www.bloomsbury.com/uk/are-we-making-a-difference-9781538152201/).
- Levine, S. (2022) *Making the concept of resilience in the Sahel more useful*. Londres : SPARC (www.sparc-knowledge.org/publications-resources/making-concept-resilience-sahel-more-useful).
- Levine, S. et Pain, A. (2024) *Ten traps to avoid if aid programming is serious about engaging with context: Lessons from Afghanistan*. Londres : SPARC (www.sparc-knowledge.org/publications-resources/ten-traps-to-avoid-aid-programming-context-afghanistan).
- Levine, S. et Wiggins, S. (2023) *How can development partners support food security in protracted crises?* Londres : SPARC (www.sparc-knowledge.org/publications-resources/how-can-development-partners-support-food-security-protracted-crises).
- Levine, S., Weingärtner, L., Humphrey, A. et al. (2023) *Anticipatory action in advance of 'wicked crises': Insights from a real-time study of people's lives in Somalia, 2020-2022*. Londres : SPARC (www.sparc-knowledge.org/resources/somalia-anticipatory-action-advance-wicked-crises).
- Levine, S., Wiggins, S., Allen, M. et al. (2021) *Livelihoods and markets in protracted conflict: a review of evidence and practice*. Londres : SPARC (www.sparc-knowledge.org/publications-resources/livelihoods-and-markets-protracted-conflict-review-evidence-and-practice).
- Levine, S., Wilkinson, E., Weingartner, L. et Mall, P. (2020) *Anticipatory action for livelihood protection*. ODI working paper 580. Londres : ODI Global (https://media.odi.org/documents/202006_odi_anticipatory_action_for_livelihood_protection_wp_final.pdf).
- Lind, J. et Rogei, D.S. (2025) 'Contestation, conflict and claims-making around the Lake Turkana Wind Power windfarm, northern Kenya' *World Development* 188: 106913 (<https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2024.106913>).
- MacGinty, R. et Firchow, P. (2014) 'Everyday peace indicators: capturing local voices through surveys' *Shared Space: a Research Journal on Peace, Conflict and Community Relations in Northern Ireland* 18: 33–39 (www.academia.edu/15266411/Mac_Ginty_Roger_and_Firchow_Pamina_2014_Everyday_Peace_Indicators_Capturing_local_voices_through_surveys_Shared_Space_Northern_Ireland_Community_Relations_Council_Issue_18_33_40).
- Majid, N. et McDowell, S. (2012) 'Hidden dimensions of the Somalia famine' *Global Food Security* 1 (1): 36-42 (<https://doi.org/10.1016/j.gfs.2012.07.003>).
- Mayhew, L., McCullough, A., El Taraboulsi-McCarthy, S. et al. (2022) *The intersection between socioeconomic conditions and youth radicalisation: Implications for programming in the G5 Sahel countries*. Rome : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (<https://odi.org/en/publications/the-intersection-between-socioeconomic-conditions-and-youth-radicalisation-implications-for-programming-in-the-g5-sahel-countries/>).
- Mirzabaev, A., Wu, J., Evans, J. et al. (2019) Desertification. Dans P. Shukla, J. Skea, E. Calvo Buendia et al. (eds) *Climate Change and Land: an IPCC special report on climate change, desertification, land degradation, sustainable land management, food security, and greenhouse gas fluxes in terrestrial ecosystems*. Genève : GIEC, pp. 249-343.
- MISA – Maasai International Solidarity Alliance (2025) *Soil Carbon Credits: Another Wave of Land Alienation in Northern Tanzania?* (<https://afsafrica.org/wp-content/uploads/2025/03/misa-carbon-report-full-eng.pdf>).
- Mohamed, T. (2023) 'Responding to uncertainties in pastoral northern Kenya: The role of moral economies' dans I. Scoones (ed.) *Pastoralism, Uncertainty and Development*. Rugby, Royaume-Uni : Practical Action, pp. 81-99 (<https://practicalactionpublishing.com/book/2667/pastoralism-uncertainty-and-development>).
- Mohamed, T. et Nori, M. (2025) 'The moral economy behind the commoditisation of camel milk in northern Kenya' *Journal of Eastern African Studies* 18 (4): 534–555 (<https://doi.org/10.1080/17531005.2024.2512641>).
- Mohamed, T.S., Crane, T.A., Derbyshire, S. et al. (2025) « A review of approaches to the integration of humanitarian and development aid: The case of drought management in the Horn of Africa' *Pastoralism: Research, Policy and Practice* 15: 14001 (<https://doi.org/10.3389/past.2025.14001>).
- Moore, H., Davies, M., Mintchev, N. et al. (eds.) (2023) *Prosperity in the Twenty-First Century: Concepts, Models and Metrics*. Londres : UCL Press (<https://uclpress.co.uk/book/prosperity-in-the-twenty-first-century/>).
- Müller-Mahn, D., Mkutu, K. et Kioko, E. (2021) 'Megaprojects—mega failures? The politics of aspiration and the transformation of rural Kenya' *European Journal of Development Research* 33 (4): 1069–1090 (<https://doi.org/10.1057/s41287-021-00397-x>).

- Mwangi, E. et Dohrn, S. (2019) 'Cooperative-based livestock marketing in Kenya: Opportunities and challenges' *International Journal of Cooperative Management* 8 (2): 112–124.
- Nassef, M., Eba, B., Islam, K. et al. (2023) *Causes of farmer–herder conflicts in Africa: A systematic scoping review*. Londres : SPARC (www.sparc-knowledge.org/publications-resources/causes-farmer-herder-conflicts-africa).
- Nassef, M., Otieno, K., Sulieman, H. et al. (2024) *Understanding and characterising collective tenure and tenure security in pastoral systems: Consolidation of case studies in Kenya, Sudan and Burkina Faso*. Londres : SPARC (www.sparc-knowledge.org/publications-resources/understanding-and-characterising-collective-tenure-and-tenure-security).
- Nyariki, D.M. et Amwata, D.A. (2019) 'The value of pastoralism in Kenya: Application of total economic value approach' *Pastoralism* 9 (1): 1-18 (<https://doi.org/10.1186/s13570-019-0144-x>).
- Odhiambo, M.O. (2014) *The Unrelenting Persistence of Certain Narratives: An Analysis of Changing Policy Narratives about the ASALs in Kenya*. IIED Country Report. Londres : Institut international pour l'environnement et le développement (www.academia.edu/75539919/The_Unrelenting_Persistence_of_Certain_Narratives_An_Analysis_of_Changing_Policy_Narratives_about_the_ASALs_in_Kenya).
- Olsson, L., Eklundh, L. et Ardö, J. (2005) 'A recent greening of the Sahel—Trends, patterns and potential causes' *Journal of Arid Environments* 63 (3): 556-566 (<https://doi.org/10.1016/j.jaridenv.2005.03.008>).
- Opitz-Stapleton, S., Alasia, J.I., Adamu, Z. et al. (2022) *Livelihoods, conflict and mediation: Nigeria*. Londres : SPARC (www.sparc-knowledge.org/publications-resources/livelihoods-conflict-and-mediation-nigeria).
- Opitz-Stapleton, S., Joshua, M., Denje, T. et al. (2023) *How can Africa manage the transboundary climate crises it faces?* Londres : SPARC (www.sparc-knowledge.org/publications-resources/how-can-africa-manage-transboundary-climate-risks-it-faces).
- Opitz-Stapleton, S., Alasia, I.J., Egemonye, O. et al. (2024) *Impacts of Naira redesign on livelihoods in Hiyan Ade and Wuro Bappate. Abuja, Nigeria*. Londres : SPARC (www.sparc-knowledge.org/publications-resources/nigeria-impacts-naira-redesign-livelihoods-hayin-ade-and-wuro-bappate).
- Pain, A. et Levine, S. (2024) *Ten traps to avoid if aid programming is serious about engaging with context, Lessons from Afghanistan*. Londres : SPARC (www.sparc-knowledge.org/publications-resources/ten-traps-to-avoid-aid-programming-context-afghanistan).
- Pavanello, S. et Scott-Villiers, P. (2013) *Conflict resolution and peace building in the drylands in the Greater Horn of Africa: Brief prepared by a Technical Consortium hosted by CGIAR in partnership with the FAO Investment Centre*. Nairobi : Institut international de recherche sur l'élevage.
- Peaceful Change Initiative (2023) *Conflict sensitivity considerations for Libya: The response to Storm Daniel*. Londres : Peaceful Change Initiative (<https://peacefulchange.org/resource/conflict-sensitivity-considerations-libya-storm-daniel-response>).
- Quevedo, A. et Cao, Y. (2022) *Climate adaptation investments in conflict-affected states: a call to understand risks differently and increase financial support, including climate adaptation finance*. Londres : SPARC (<https://www.sparc-knowledge.org/publications-resources/climate-adaptation-investments-conflict-affected-states>).
- Quevedo, A., Kazmi, A., Loyaan, F. et al. (2023) *Financing climate adaptation in fragile states: A case of Somalia Key findings*. Londres : SPARC (www.sparc-knowledge.org/publications-resources/financing-climate-adaptation-fragile-states-case-somalia).
- Rettberg, S. (2010) 'Contested narratives of pastoral vulnerability and risk in Ethiopia's Afar region' *Pastoralism* 1 (2) (www.researchgate.net/publication/265664607_Contested_narratives_of_pastoral_vulnerability_and_risk_in_Ethiopia's_Afar_region).
- Reynolds, J. (2013) 'Desertification' dans S. Levin (ed.) *Encyclopedia of Biodiversity*, 2nd edition (Vol. 2). Londres : Academic Press, pp. 479-494 (www.sciencedirect.com/referencework/9780122268656/encyclopedia-of-biodiversity).
- Roba, G. et Lelea, M. (2019) 'Elusive profits: Understanding economic performance of local traders in the pastoral small ruminant value chain in Northern Kenya' *Nomadic Peoples* 23 (1): 105–129 (<https://doi.org/10.3197/np.2019.230105>).
- Roba, G., Lelea, M. et Kaufmann, B. (2017) 'Manoeuvring through difficult terrain: how local traders link pastoralists to markets' *Journal of Rural Studies* 54: 85-97 (<https://doi.org/10.1016/J.JRURSTUD.2017.05.016>).
- Robinson, L. et Flintan, F. (2022) 'Can formalisation of pastoral land tenure overcome its paradoxes? Reflections from East Africa' *Pastoralism: Research, Policy and Practice* 12 (34) (<https://doi.org/10.1186/s13570-022-00250-8>).
- Santara I., Mas Aparisi A. et Balié J. (2013) *Analyse des incitations et pénalisations pour la viande au Mali*. Série notes techniques, SPAAA. Rome : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.

- Sawadogo, I., Illy, E.K., Ly, N. et al. (2024) *Characterising collective tenure security in pastoral systems in Burkina Faso*. Londres : SPARC (www.sparc-knowledge.org/publications-resources/characterising-collective-tenure-security-burkina-faso).
- Scoones, I. (2023) 'Confronting uncertainties in pastoral areas: Transforming development from control to care' *Social Anthropology* 31 (1): 1-19 (<https://doi.org/10.3167/saas.2023.04132303>).
- Scoones, I. (ed.) (2023) *Pastoralism, uncertainty and development*. Rugby, Royaume-Uni : Practical Action Publishing (<https://practicalactionpublishing.com/book/2667/pastoralism-uncertainty-and-development>).
- Scott, J.C. (1971) *The Moral Economy of the Peasant: Rebellion and Subsistence in Southeast Asia*. New Haven CT : Yale University Press (<https://yalebooks.yale.edu/book/9780300021905/the-moral-economy-of-the-peasant/>).
- Semplici, G., Haider, L.J., Unks, R. et al. (2024) « Relational resiliences: Reflections from pastoralism across the world' *Ecosystems and People* 20 (1): 2396928 (<https://doi.org/10.1080/26395916.2024.2396928>).
- Sen, A. (1981) *Poverty and Famines: An Essay on Entitlement and Deprivation*. Oxford : Clarendon Press (<https://academic.oup.com/book/32827?login=false>).
- Shettima, A.G. et Tar, U.A. (2008) 'Farmer–pastoralist conflict in West Africa: Exploring the causes and consequences' *Information, Society and Justice Journal* 1 (2): 163–184 (<https://doi.org/10.3734/ISJ.2008.1205>).
- Shikuku, K., Alulu, V., Lepariyo, W. et al. (2024) *Crowdsourcing data can help monitor drought impacts on food security*. Londres : SPARC (<https://cgspace.cgiar.org/server/api/core/bitstreams/617e55c4-6e1c-4fe0-8336-2ce0975db0d0/content>).
- Simonet, C. et Carabine, E. (2021) *Stabiliser le Sahel : l'élevage, un moteur pour l'intégration régionale*. Londres : SPARC (<https://www.sparc-knowledge.org/fr/publications-resources/stabiliser-le-sahel-lelevage-un-moteur-pour-lintegration-regionale>).
- Suliman, H. et Abdal Kareem, S. (2023) *Scoping report for a farmer-herder conflict case study in Sudan*. Londres : SPARC (www.sparc-knowledge.org/publications-resources/scoping-report-farmer-herder-conflict-case-study-sudan).
- Suliman, H., Adam, Y. et Naile, S. (2024) *Collective tenure of pastoral land in Sudan*. Londres : SPARC (<https://www.sparc-knowledge.org/publications-resources/characterising-collective-tenure-security-sudan>).
- Swift, J. (1996) 'Desertification: Narratives, winners & losers' dans M. Leach et R. Mearns (eds.) *The lie of the land: challenging received wisdom on the African environment*. Oxford : James Currey, pp. 73-90 (www.ids.ac.uk/publications/the-lie-of-the-land-challenging-received-wisdom-on-the-african-environment/).
- Thurston, A. (2022) 'Illiberalism and post-conflict settlements with jihadists: a Malian case study' *Third World Quarterly* 43 (10): 2396-2412 (www.illiberalism.org/alexander-thurston-illiberalism-and-post-conflict-settlements-with-jihadists-a-malian-case-study/).
- Turnbull, S. et Harrison, C. (2024) *Shepherd's eye in the sky: the potential for AfriScout digital grazing maps to improve pastoralists' grazing and migration decisions*. Londres : SPARC (www.sparc-knowledge.org/publications-resources/shepherds-eye-sky-potential-afriscout-digital-grazing).
- Wachira, J., Taye, M., Wario, H. et Balfour, N. (2024) 'Are new water supplies in the Horn of Africa drylands the solution for pastoralists' resilience – or part of the problem?'. Blog. Londres : SPARC Knowledge (<https://www.sparc-knowledge.org/news-blog/blog/new-water-supplies-pastoralist-resilience>).
- Warren, A. (1995) 'Changing understandings of African pastoralism and the nature of environmental paradigms' *Transactions of the Institute of British Geographers* 20 (2): 193-203.
- Watkins, K., Nwajiaku-Dahou, K. et Kovach, H. (2024) *Financing the fight against poverty and hunger: Mobilising resources for a sustainable development goal reset*. Londres : SPARC (www.sparc-knowledge.org/publications-resources/financing-fight-against-poverty-and-hunger-mobilising-resources-sustainable).
- Weingartner, L., Humphrey, A., Sheikh, M. et Levine, S. (2022) *Obstacles to and opportunities for anticipatory action in Somalia*. Londres : SPARC (<https://www.sparc-knowledge.org/publications-resources/obstacles-and-opportunities-anticipatory-action-somalia>).
- Wiggins, S., Allen, M., Barry, B. et al. (2023) *Food prices in Mali and Sudan*. Londres : SPARC (www.sparc-knowledge.org/resources/food-prices-mali-and-sudan).
- Zinsstag, J., Bonfoh, B., Zinsstag, G. et al. (2016) « A vision for the future of pastoralism » *Revue Scientifique et Technique de l'Office International des Epizooties* 35 (2): 693-699 (<https://doc.woah.org/dyn/portal/index.xhtml?page=alo&alold=33782>).

X @SPARC_Ideas

sparc-knowledge.org

Couverture : Village de Rendille, Korr,
dans le nord du Kenya. Photographie
de Samuel F. Derbyshire.

Financé par



Cette publication a été financée par une aide du gouvernement britannique ; toutefois, les opinions exprimées ici ne reflètent pas nécessairement les politiques officielles de ce gouvernement.